



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 29 JUILLET 2010

COMPTES CONSOLIDES RESUMES DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2010

Sommaire

Page

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES	4
ETATS DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	5
BILANS CONSOLIDES	6
TABLEAUX DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	8
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	9
NOTE 1 - PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES DU GROUPE	9
1.1 DECLARATION DE CONFORMITE ET REFERENTIEL COMPTABLE DU GROUPE	9
1.2 PRINCIPES COMPTABLES DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2010	9
1.3 METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES	10
1.4 JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION	11
1.5 SAISONNALITE DE L'ACTIVITE	11
NOTE 2 - COMPARABILITE DES EXERCICES	12
2.1 IFRIC 18 « TRANSFERTS D'ACTIFS PROVENANT DE CLIENTS »	12
2.2 IFRIC 12 « ACCORDS DE CONCESSION DE SERVICES »	12
2.3 CHANGEMENT DE PRESENTATION DE LA VARIATION NETTE DE JUSTE VALEUR SUR INSTRUMENTS DERIVES ENERGIE ET MATIERES PREMIERES HORS ACTIVITES DE TRADING	12
2.4 IAS 27 « ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET INDIVIDUELS » REVISEE	12
2.5 IMPACT SUR LE COMPTE DE RESULTAT DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2009	13
2.6 IMPACT SUR LE BILAN AU 31 DECEMBRE 2009	14
2.7 IMPACT SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2009.....	15
NOTE 3 - EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES EN FRANCE	16
3.1 CONCESSIONS DE FORCES HYDRAULIQUES	16
3.2 PROLONGATION DE LA DUREE D'APPLICATION DU TARIF REGLEMENTE TRANSITOIRE D'AJUSTEMENT DE MARCHÉ (TARTAM).....	16
3.3 REFORME DES RETRAITES	16
NOTE 4 - EVENEMENTS ET TRANSACTIONS SIGNIFICATIFS SURVENUS AU COURS DU 1^{ER} SEMESTRE 2010	16
4.1 ACTIVITES DU GROUPE AUX ETATS-UNIS	16
4.2 EXELTIUM 18	16
4.3 ANNULATION DE LA DECISION DE LA COMMISSION EUROPEENNE DU 16 DECEMBRE 2003	18
NOTE 5 - EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
NOTE 6 - INFORMATION SECTORIELLE	19
6.1 AU 30 JUIN 2010	20
6.2 AU 30 JUIN 2009	20
NOTE 7 - CHIFFRE D'AFFAIRES	21
NOTE 8 - ACHATS DE COMBUSTIBLES ET D'ENERGIE	21
NOTE 9 - AUTRES CONSOMMATIONS EXTERNES	21
NOTE 10 - OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ENGAGEMENTS	21
10.1 ENGAGEMENTS D'ACHATS.....	21
10.2 ENGAGEMENTS DE LIVRAISON D'ELECTRICITE	22
10.3 GARANTIES ET ENGAGEMENTS RELATIFS A L'EXECUTION DE CONTRATS D'EXPLOITATION.....	22
NOTE 11 - IMPOTS ET TAXES	22
NOTE 12 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	22
12.1 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	22
12.2 RESULTAT DE DECONSOLIDATION	23
12.3 DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION	23
NOTE 13 - PROLONGATION DU TARTAM – LOI DU 7 JUIN 2010	23
NOTE 14 - VARIATIONS NETTES DE JUSTE VALEUR SUR INSTRUMENTS DERIVES ENERGIE ET MATIERES PREMIERES HORS ACTIVITES DE TRADING	23
NOTE 15 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	23

NOTE 16 - RESULTAT FINANCIER.....	23
16.1 COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT.....	23
16.2 CHARGES D'ACTUALISATION.....	24
16.3 AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS.....	24
NOTE 17 - IMPOTS SUR LES RESULTATS.....	24
NOTE 18 - GOODWILL.....	24
NOTE 19 - AUTRES ACTIFS INCORPORELS.....	25
NOTE 20 - IMMOBILISATIONS EN CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE.....	25
20.1 VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS EN CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE.....	25
20.2 VARIATION DES IMMOBILISATIONS EN CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE (HORS IMMOBILISATIONS EN COURS).....	25
NOTE 21 - IMMOBILISATIONS EN CONCESSIONS DES AUTRES ACTIVITES.....	26
21.1 VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS EN CONCESSIONS DES AUTRES ACTIVITES.....	26
21.2 VARIATION DES IMMOBILISATIONS EN CONCESSIONS DES AUTRES ACTIVITES (HORS IMMOBILISATIONS EN COURS).....	26
NOTE 22 - IMMOBILISATIONS DE PRODUCTION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU DOMAINE PROPRE.....	26
22.1 VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS DE PRODUCTION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU DOMAINE PROPRE.....	26
22.2 VARIATION DES IMMOBILISATIONS DE PRODUCTION ET AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES DU DOMAINE PROPRE (HORS IMMOBILISATIONS EN COURS ET FINANCEES PAR LOCATION-FINANCEMENT).....	27
NOTE 23 - PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES.....	27
NOTE 24 - ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS.....	28
24.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES ACTIFS FINANCIERS.....	28
24.2 DETAIL DES ACTIFS FINANCIERS.....	28
24.3 ENGAGEMENTS LIES AUX INVESTISSEMENTS.....	30
NOTE 25 - ACTIFS ET PASSIFS DETENUS EN VUE DE LEUR VENTE.....	31
NOTE 26 - CAPITAUX PROPRES.....	31
26.1 CAPITAL SOCIAL.....	31
26.2 ACTIONS PROPRES.....	31
26.3 DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES.....	31
26.4 RESULTAT NET ET RESULTAT NET DILUE PAR ACTION.....	31
NOTE 27 - PROVISIONS.....	32
27.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PROVISIONS.....	32
27.2 PROVISIONS POUR AVAL DU CYCLE NUCLEAIRE.....	32
27.3 PROVISIONS POUR DECONSTRUCTION ET POUR DERNIERS CŒURS.....	33
27.4 PROVISIONS D'EDF EN FRANCE ET SECURISATION D'UNE PARTIE DE LEUR FINANCEMENT.....	33
27.5 AVANTAGES DU PERSONNEL.....	35
27.6 AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS.....	36
NOTE 28 - PASSIFS SPECIFIQUES DES CONCESSIONS DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ELECTRICITE EN FRANCE SUR BIENS EXISTANTS ET SUR BIENS A RENOUVELER.....	37
NOTE 29 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS.....	37
29.1 REPARTITION COURANT / NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS.....	37
29.2 EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES.....	38
29.3 ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	39
29.4 EVOLUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET.....	40
29.5 GARANTIES SUR EMPRUNTS.....	40
NOTE 30 - INSTRUMENTS DERIVES ET COMPTABILITE DE COUVERTURE.....	41
NOTE 31 - INSTRUMENTS DERIVES NON QUALIFIES DE COUVERTURE.....	43
NOTE 32 - AUTRES CREDITEURS.....	43
NOTE 33 - CONTRIBUTION DES CO-ENTREPRISES.....	44
NOTE 34 - PARTIES LIEES.....	44
NOTE 35 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	44

Comptes de résultat consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2010	S1 2009 (1)
Chiffre d'affaires	7	37 513	34 827
Achats de combustibles et d'énergie	8	(15 743)	(13 995)
Autres consommations externes	9	(5 170)	(5 138)
Charges de personnel		(6 082)	(5 758)
Impôts et taxes	11	(1 708)	(1 650)
Autres produits et charges opérationnels	12	1 828	1 650
Prolongation du TaRTAM – Loi du 7 juin 2010	13	(265)	-
Excédent brut d'exploitation		10 373	9 936
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading	14	58	309
Dotations aux amortissements		(3 824)	(3 478)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession		(251)	(296)
(Pertes de valeur) / reprises		(7)	(17)
Autres produits et charges d'exploitation	15	(1 060)	330
Résultat d'exploitation		5 289	6 784
Coût de l'endettement financier brut	16.1	(1 379)	(1 271)
Charges d'actualisation	16.2	(1 690)	(1 592)
Autres produits et charges financiers	16.3	700	661
Résultat financier	16	(2 369)	(2 202)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées		2 920	4 582
Impôts sur les résultats	17	(1 241)	(1 523)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	23	147	138
Résultat net consolidé		1 826	3 197
dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		167	74
dont résultat net part du Groupe		1 659	3 123
Résultat net part du Groupe par action :			
Résultat par action en euro	26.4	0,90	1,71
Résultat dilué par action en euro	26.4	0,90	1,71

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients », IFRIC 12 « Accords de concession de services » et du changement de présentation de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading (voir note 2).

Etats du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en millions d'euros)	Notes	S1 2010	S1 2009 (1)
Résultat net consolidé		1 826	3 197
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (2)	24.2.2	31	404
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente transférée en résultat		(75)	47
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture (3)	30	(478)	(1 766)
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture transférée en résultat		20	869
Différences de conversion		2 716	954
Impôts		(150)	188
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 064	696
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		3 890	3 893
dont part du Groupe		3 484	3 825
dont part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		406	68

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 et IFRIC 12 (voir note 2).

(2) Dont 29 millions d'euros en part du Groupe au 1^{er} semestre 2010 (399 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009).

(3) Dont (448) millions d'euros en part du Groupe au 1^{er} semestre 2010 ((1 760) millions d'euros au 1^{er} semestre 2009).

Bilans consolidés

ACTIF (en millions d'euros)	Notes	30.06.2010	31.12.2009 (1)
Goodwill	18	14 293	13 526
Autres actifs incorporels	19	5 291	5 579
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	20	43 005	42 451
Immobilisations en concessions des autres activités	21	27 865	26 857
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	22	61 955	58 734
Participations dans les entreprises associées	23	4 864	4 421
Actifs financiers non courants	24	25 851	24 498
Impôts différés		1 967	2 490
Actif non courant		185 091	178 556
Stocks		12 922	12 662
Clients et comptes rattachés		18 955	19 633
Actifs financiers courants	24	14 563	12 450
Actifs d'impôts courants		648	376
Autres débiteurs		9 304	8 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie		6 375	6 982
Actif courant		62 767	60 214
Actifs détenus en vue de leur vente	25	142	1 265
TOTAL DE L'ACTIF		248 000	240 035
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	Notes	30.06.2010	31.12.2009
Capital	26	924	924
Réserves et résultats consolidés		31 354	28 967
Capitaux propres – part du Groupe		32 278	29 891
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		5 574	4 776
Total des capitaux propres	26	37 852	34 667
Provisions pour aval du cycle nucléaire	27.2	17 841	17 531
Provisions pour déconstruction et pour derniers cœurs	27.3	20 949	20 003
Provisions pour avantages du personnel	27.5	13 591	13 412
Autres provisions	27.6	2 559	1 188
Provisions non courantes	27.1	54 940	52 134
Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France existants	28	19 842	19 667
Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France à renouveler	28	20 705	20 210
Passifs financiers non courants	29.1	51 024	44 755
Autres créditeurs	32	5 319	3 360
Impôts différés		7 958	7 654
Passif non courant		159 788	147 780
Provisions	27.1	5 418	5 858
Fournisseurs et comptes rattachés		11 744	13 348
Passifs financiers courants	29.1	12 454	16 560
Dettes d'impôts courants		436	564
Autres créditeurs	32	20 289	20 847
Passif courant		50 341	57 177
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	25	19	411
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF		248 000	240 035

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 et IFRIC 12 (voir note 2).

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

(en millions d'euros)	Notes	S1 2010	S1 2009 (1)
Opérations d'exploitation :			
Résultat avant impôt des sociétés intégrées		2 920	4 582
Pertes de valeur (reprises)		7	17
Amortissements, provisions et variations de juste valeur		5 490	2 577
Produits et charges financiers		882	865
Dividendes reçus des entreprises associées		94	146
Plus ou moins-values de cession		(71)	(324)
Variation du besoin en fonds de roulement		783	232
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation		10 105	8 095
Frais financiers nets décaissés		(1 129)	(813)
Impôts sur le résultat payés		(1 177)	(85)
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles		7 799	7 197
Opérations d'investissement :			
Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée) (2)		357	(10 964)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(5 993)	(5 565)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		90	84
Variations d'actifs financiers	24.1	(3 165)	(594)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(8 711)	(17 039)
Opérations de financement :			
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (3)		(185)	(120)
Dividendes versés par EDF	26.3	(1 109)	(1 164)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(96)	(61)
Achats / ventes d'actions propres	26.2	(9)	1
Flux de trésorerie avec les actionnaires		(1 399)	(1 344)
Emissions d'emprunts	29.2	5 559	20 362
Remboursements d'emprunts		(4 222)	(8 668)
Augmentation des passifs spécifiques des concessions		105	94
Subventions d'investissement		51	45
Autres flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 493	11 833
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		94	10 489
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(818)	647
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		6 982	5 869
Incidence des variations de change		182	(326)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie		12	39
Incidence des autres reclassements		17	(20)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		6 375	6 209

(1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18, IFRIC 12 et de la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » révisée (voir note 2).

(2) Sur le 1^{er} semestre 2009, l'offre publique d'achat et l'offre publique de retrait de British Energy se sont traduites par un règlement de 10 124 millions de livres sterling (10 819 millions d'euros). Au 5 janvier 2009, la trésorerie de British Energy s'élevait à 1 224 millions de livres sterling (1 308 millions d'euros).

(3) Apports par augmentations ou réductions de capital et acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés contrôlées.

Variations des capitaux propres consolidés

La variation des capitaux propres du 1^{er} janvier au 30 juin 2010 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Capital	Réserves consolidées et résultat	Actions propres	Différences de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers ⁽²⁾	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.2009 retraités ⁽¹⁾	924	30 627	26	(1 320)	(366)	29 891	4 776	34 667
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	2 449	(624)	1 825	239	2 064
Résultat	-	1 659	-	-	-	1 659	167	1 826
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	1 659	-	2 449	(624)	3 484	406	3 890
Dividendes distribués		(1 109)				(1 109)	(108)	(1 217)
Achats / ventes d'actions propres			(9)			(9)		(9)
Autres variations ⁽³⁾		73	(36)	(10)	(6)	21	500	521
Capitaux propres au 30.06.2010	924	31 250	(19)	1 119	(996)	32 278	5 574	37 852

- (1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2009 et au 31 décembre 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 et IFRIC 12 (voir note 2).
- (2) Les variations correspondent aux effets des évaluations en valeur de marché, aux transferts en résultat de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente ainsi qu'aux effets des évaluations en valeur de marché des instruments financiers de couverture et aux montants transférés en résultat au titre du recyclage pour les contrats dénoués. Ces variations sont détaillées dans l'état du résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.
- (3) Les autres variations attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle incluent un montant de 595 millions d'euros relatifs aux actionnaires minoritaires de SPE (voir note 32).

La variation des capitaux propres du 1^{er} janvier au 30 juin 2009 se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Capital	Réserves consolidées et résultat	Actions propres	Différences de conversion	Ecarts de réévaluation à la juste valeur des instruments financiers ⁽²⁾	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 31.12.2008	911	25 501	(186)	(1 638)	(1 391)	23 197	1 801	24 998
Retraitements liés à l'application IFRIC18		1 938				1 938	3	1 941
Retraitements liés à l'application IFRIC12		4				4		4
Capitaux propres au 1er janvier 2009 retraités	911	27 443	(186)	(1 638)	(1 391)	25 139	1 804	26 943
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				959	(257)	702	(6)	696
Résultat ⁽¹⁾		3 123				3 123	74	3 197
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	3 123	-	959	(257)	3 825	68	3 893
Dividendes distribués		(1 164)				(1 164)	(72)	(1 236)
Achats / ventes d'actions propres			1			1		1
Autres variations		224		(61)		163	(64)	99
Capitaux propres au 30.06.2009 ⁽¹⁾	911	29 626	(185)	(740)	(1 648)	27 964	1 736	29 700

- (1) Les données publiées au titre du 1^{er} semestre 2009 et au 31 décembre 2009 ont été retraitées de l'impact lié à l'application des interprétations IFRIC 18 et IFRIC 12 (voir note 2).
- (2) Les variations correspondent aux effets des évaluations en valeur de marché, aux transferts en résultat de la variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente ainsi qu'aux effets des évaluations en valeur de marché des instruments financiers de couverture et aux montants transférés en résultat au titre du recyclage pour les contrats dénoués. Ces variations sont détaillées dans l'état du résultat net des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Annexe aux comptes consolidés

Electricité de France (EDF ou la « Société ») est une société anonyme de droit français, domiciliée en France.

Le groupe EDF est un énergéticien intégré présent sur l'ensemble des métiers de l'énergie : la production, le transport, la distribution, la commercialisation et le négoce d'énergies.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés de la Société pour le semestre écoulé au 30 juin 2010 comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société et ses filiales, les comptes des sociétés contrôlées conjointement (co-entreprises) consolidés par intégration proportionnelle ainsi que les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) consolidés par mise en équivalence. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2010 ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration qui les a arrêtés en date du 29 juillet 2010.

Les données comparatives présentées dans l'annexe aux comptes consolidés au titre du 1^{er} semestre 2009 ou au 31 décembre 2009 sont retraitées des impacts de l'application des interprétations IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et IFRIC 12 « Accords de concession de services », ainsi que du changement de présentation dans le compte de résultat consolidé des effets de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading (voir note 2).

Note 1 - Principales règles et méthodes comptables du Groupe

1.1 Déclaration de conformité et référentiel comptable du Groupe

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2010 du groupe EDF sont préparés sur la base des règles de présentation, de reconnaissance et d'évaluation des normes comptables internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union européenne au 30 juin 2010. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial Reporting Standards), et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les comptes consolidés intermédiaires résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et sur la base des normes comptables internationales IAS/IFRS connues au 30 juin 2010 et telles qu'elles devraient être applicables de manière obligatoire à la clôture de l'exercice 2010. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour des états financiers annuels complets. A ce titre, ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2009 et par référence au résumé des principales méthodes comptables et d'évaluation décrites dans les notes 1 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009.

1.2 Principes comptables du 1^{er} semestre 2010

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2009, à l'exception des méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires décrites en note 1.3 et des normes adoptées par l'Union européenne en 2008, 2009 et 2010 et dont l'application est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2010.

Les normes et interprétations suivantes adoptées par l'Union européenne sont d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2010 :

- les normes IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » révisée et IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » révisée s'appliquent aux regroupements d'entreprises qui ont lieu à compter du 1^{er} janvier 2010. Comme cela est permis par ces nouveaux textes, le Groupe examinera pour chaque regroupement d'entreprises la valorisation des intérêts minoritaires à la date de prise de contrôle. Néanmoins, le Groupe privilégiera une approche homogène en retenant en général la méthode du goodwill partiel, c'est à dire la valorisation de la seule quote-part acquise de la société, sans valoriser les intérêts minoritaires. L'application de ces textes étant prospective, il n'a été procédé à aucun retraitement sur les opérations antérieures au 1^{er} janvier 2010, à l'exception des reclassements opérés

- sur le tableau de flux de trésorerie entre activités d'investissement et de financement pour tenir compte de l'application rétrospective de l'amendement à IAS 7 découlant de la révision d'IAS 27 (voir note 2) ;
- la norme IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière » révisée qui n'a pas d'effet sur les comptes du Groupe ;
 - l'interprétation IFRIC 12 « Accords de concession de services » : pour les contrats de concession qui se situent dans le champ d'application de cette interprétation, et selon le mode de rémunération prévu au contrat, le concessionnaire comptabilise les infrastructures comme un actif corporel ou un actif financier. Cette interprétation a un impact limité sur les comptes consolidés du Groupe (voir note 2) ;
 - l'interprétation IFRIC 18 « Transfert d'actifs provenant de clients » s'applique aux contrats (hors du champ d'application des interprétations IFRIC 12 et IFRIC 4) dans lesquels une entité reçoit d'un client un ouvrage de raccordement (ou la trésorerie nécessaire à l'acquisition ou à la construction d'un tel ouvrage). Dans ce cas, IFRIC 18 indique que l'ouvrage doit être inscrit en immobilisations corporelles et définit, en fonction de la nature des prestations reconnues (raccordement et/ou accès continu à une offre de biens ou de services) s'il y a ou non étalement du revenu. Le Groupe a choisi d'appliquer rétrospectivement cette interprétation (voir note 2) ;

Les amendements suivants sont d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2010 mais n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe clos le 30 juin 2010 :

- les interprétations IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 16 « Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger » et IFRIC 17 « Distribution d'actifs non monétaires aux propriétaires » ;
- les amendements « Éléments éligibles à la couverture » à l'IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » ;
- les amendements « Exemptions additionnelles pour les premiers adoptants » à IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière » ;
- les amendements « Transactions intra-groupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie » à IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions ». En outre, ces amendements incluent les dispositions des interprétations IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2 » et IFRIC 11 « IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe » qui sont de fait supprimées ;
- l'amendement à IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » contenu dans les améliorations annuelles (2006-2008) des IFRS ;
- les améliorations annuelles (2007-2009) des IFRS.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation l'amendement « Classement des émissions de droits » à IAS 32 « Instruments financiers : présentation » adopté par l'Union européenne le 24 décembre 2009 et dont l'application est obligatoire au plus tard à la date d'ouverture du premier exercice commençant après le 31 janvier 2010, soit, pour EDF, le 1^{er} janvier 2011. L'impact potentiel est en cours d'évaluation.

Le Groupe a également décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants qui devraient faire l'objet d'une approbation par l'Union européenne sur le 2nd semestre 2010 ou en 2011 :

- IAS 24 « Information relative aux parties liées » révisée ;
- Améliorations annuelles (2008-2010) des IFRS ;
- Amendements « Exemption limitée à la présentation d'informations comparatives relatives à IFRS 7 par les premiers adoptants » à IFRS 1 ;
- Amendements « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » à IFRIC 14 ;
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ».

L'impact potentiel de ces textes est en cours d'évaluation par le Groupe.

Enfin, dans le cadre du projet de refonte d'IAS 39, l'IASB a adopté une nouvelle norme IFRS 9 « Instruments financiers – Phase 1 Classification et évaluation » en novembre 2009. N'ayant pas fait l'objet d'une adoption par l'Union européenne, et suivant les dispositions réglementaires en vigueur, cette norme n'est pas applicable par anticipation sur le 1^{er} semestre 2010.

1.3 Méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

1.3.1 Avantages du personnel

Aucune des hypothèses actuarielles entrant dans le calcul de l'engagement, en particulier les taux d'actualisation, d'inflation et d'augmentation des salaires, n'a été modifiée depuis le 31 décembre 2009.

Le montant de l'engagement au titre des avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme au 30 juin 2010 a été calculé en projetant sur un semestre l'engagement au 31 décembre 2009, compte tenu des prestations versées et des mouvements sur les actifs de couverture.

1.3.2 Impôts sur les résultats

La charge d'impôt (exigible et différée) sur le résultat de la période intermédiaire est en général calculée en appliquant au résultat comptable des sociétés intégrées avant impôt la dernière estimation connue du taux effectif d'impôt de l'exercice pour chaque entité ou groupe fiscal.

1.3.3 Quotas d'émission de gaz à effet de serre

Lorsque les estimations d'émissions de l'exercice pour une entité du Groupe sont supérieures aux quotas attribués pour l'exercice sous déduction éventuelle des transactions effectuées au comptant ou à terme, une provision est constituée pour couvrir l'excédent d'émissions ainsi déterminé. Dans le cadre de l'arrêté intermédiaire, la quantité à provisionner est calculée au prorata des émissions du semestre.

La provision est évaluée au coût d'acquisition à due concurrence des quotas acquis au comptant ou à terme et, pour le solde, par référence au prix de marché.

1.4 Jugements et estimations de la Direction

L'établissement des états financiers nécessite le recours à des jugements, estimations et hypothèses pour la détermination de la valeur des actifs et des passifs, des produits et charges de la période ainsi que pour l'évaluation des aléas positifs et négatifs à la date de clôture. En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différentes de celles existantes en date de clôture, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales méthodes comptables sensibles au titre desquelles le Groupe a recours à des estimations et jugements sont identiques à celles décrites en note 3.2 de l'annexe des états financiers consolidés au 31 décembre 2009.

Dans le contexte actuel de volatilité des marchés financiers, les paramètres concourant aux différentes estimations sont fondés sur des hypothèses macro économiques adaptées au cycle de très long terme des actifs du Groupe.

Les quantités d'énergie livrées non relevées non facturées sont déterminées en date d'arrêté à partir de statistiques de consommations et d'estimations de prix de vente. Ces statistiques et estimations sont sensibles aux hypothèses retenues pour déterminer la quote-part de chiffre d'affaires non facturée en date d'arrêté des comptes.

L'évaluation des provisions pour aval du cycle du combustible nucléaire, pour déconstruction des centrales nucléaires et pour derniers cœurs est sensible aux hypothèses de coûts, de taux d'inflation et de taux d'actualisation à long terme ainsi qu'aux échéanciers de décaissements. Une ré-estimation est effectuée à chaque arrêté des comptes afin de s'assurer que les montants provisionnés constituent la meilleure estimation des coûts qui seront finalement supportés par le Groupe. Si ces ré-estimations conduisaient à constater des écarts significatifs, elles pourraient justifier la révision des montants provisionnés (voir notes 27.2 et 27.3).

1.5 Saisonnalité de l'activité

Les chiffres d'affaires et excédents bruts d'exploitation intermédiaires dégagés sont caractérisés par une forte saisonnalité sur le 1^{er} semestre de l'année civile principalement en France. Les variations observées sont notamment liées aux conditions climatiques et à la structure tarifaire de la période.

Pour illustration, les chiffres d'affaires et excédents bruts d'exploitation au titre des 1^{er} et 2nd semestres 2009 ainsi que ceux de l'exercice 2009 sont présentés ci-dessous :

(en millions d'euros)	S1 2009	S2 2009	2009
Chiffre d'affaires	34 827	31 377	66 204
Excédent brut d'exploitation	9 936	7 186	17 122

Note 2 - Comparabilité des exercices

Le Groupe a procédé à plusieurs changements de méthodes comptables en 2010 dont les effets sont décrits ci-après.

2.1 IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients »

L'interprétation IFRIC 18 : « Transferts d'actifs provenant de clients » est d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2010. Elle entraîne un changement de méthodes comptables pour EDF, ERDF, Electricité de Strasbourg, EDF Energy et Demasz. Pour ces entités, les revenus de raccordement sont comptabilisés à compter du 1^{er} janvier 2010 en produit de l'exercice. L'étalement de ces revenus est par conséquent supprimé et les produits constatés d'avance liés à cet étalement sont repris par les capitaux propres. Pour EDF Energy et Demasz, du fait du mode de rémunération de leurs actifs régulés, la reconnaissance immédiate en chiffre d'affaires est compensée par l'amortissement accéléré des actifs de raccordement concernés. Les évaluations et autres informations nécessaires pour appliquer IFRIC 18 aux transferts passés étant disponibles dans les différentes entités du Groupe concernées, l'interprétation a été appliquée de façon rétrospective. Ce mode d'application conduit à présenter une information comparative de la période précédente. L'impact positif sur les capitaux propres – part du Groupe, s'élève à 1 938 millions d'euros au 1^{er} janvier 2009, et 1 934 millions d'euros au 31 décembre 2009. Cet impact concerne en totalité EDF, ERDF et Electricité de Strasbourg.

2.2 IFRIC 12 « Accords de concession de services »

L'interprétation IFRIC 12 est d'application obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2010. IFRIC 12 s'applique pour certains contrats des sous-groupes Edison et Dalkia, pour lesquels les infrastructures sont comptabilisées comme des actifs incorporels et non plus comme des immobilisations corporelles. L'application rétrospective de cette norme conduit à présenter une information comparative de la période précédente. L'impact sur les capitaux propres de l'application d'IFRIC 12 au 1^{er} janvier et au 31 décembre 2009 n'est pas significatif. Au 31 décembre 2009, les actifs corporels nets sont minorés de 124 millions d'euros et les actifs incorporels nets augmentés d'autant.

2.3 Changement de présentation de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading

Afin d'améliorer la lisibilité de sa performance opérationnelle, le Groupe a modifié la présentation dans son compte de résultat de la variation nette de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading.

Ces éléments correspondent pour l'essentiel aux variations de juste valeur sur la période des instruments financiers dérivés utilisés dans un objectif de couverture économique d'opérations d'achats ou de ventes de matières premières, mais qui ne sont pas ou ne sont plus éligibles à la comptabilité de couverture telle que définie dans la norme IAS 39. Ces variations sont par conséquent comptabilisées directement en résultat de la période.

Le Groupe a décidé en 2010 d'isoler ces éléments au niveau d'une ligne dédiée de son compte de résultat intitulée « Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading », en dessous de l'excédent brut d'exploitation. Ces effets étaient auparavant enregistrés au niveau du chiffre d'affaires et des achats de combustibles et d'énergie, selon que les instruments dérivés étaient destinés à la couverture économique de ventes ou d'achats d'énergie.

Ce changement de présentation a un impact négatif de 309 millions d'euros sur l'excédent brut d'exploitation du 1^{er} semestre 2009, dont 174 millions d'euros sur le chiffre d'affaires et 135 millions d'euros sur les achats de combustibles et d'énergie. Il n'a pas d'impact au niveau du résultat net consolidé et des capitaux propres consolidés du Groupe.

2.4 IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels » révisée

La norme IAS 27 révisée modifie les dispositions de la norme IAS 7 « Tableau des flux de Trésorerie » de manière rétrospective. De ce fait, une information comparative de la période précédente est fournie.

L'ensemble des flux de trésorerie résultant de changements du pourcentage d'intérêt dans une filiale sans perte de contrôle est dorénavant présenté sur une ligne dédiée (« Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle ») au sein des flux de financement dans le tableau de flux de trésorerie consolidé. Ces flux de

GROUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

trésorerie étaient auparavant présentés au sein des flux d'investissement, au niveau de la ligne « Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie acquise / cédée ».

2.5 Impact sur le compte de résultat du 1^{er} semestre 2009

(en millions d'euros)	S1 2009 publié	Impacts IFRIC18	Impacts IFRIC 12	Impacts couverture économique - IAS 39	S1 2009 retraité
Chiffre d'affaires	34 897	103	1	(174)	34 827
Achats de combustibles et d'énergie	(13 860)	-	-	(135)	(13 995)
Autres consommations externes	(5 138)	-	-	-	(5 138)
Charges de personnel	(5 758)	-	-	-	(5 758)
Impôts et taxes	(1 650)	-	-	-	(1 650)
Autres produits et charges opérationnels	1 650	-	-	-	1 650
Excédent brut d'exploitation	10 141	103	1	(309)	9 936
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading				309	309
Dotations aux amortissements	(3 383)	(95)	-	-	(3 478)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(296)	-	-	-	(296)
(Pertes de valeur) / reprises	(17)	-	-	-	(17)
Autres produits et charges d'exploitation	330	-	-	-	330
Résultat d'exploitation	6 775	8	1	-	6 784
Coût de l'endettement financier brut	(1 271)	-	-	-	(1 271)
Charge d'actualisation	(1 592)	-	-	-	(1 592)
Autres produits et charges financiers	661	-	-	-	661
Résultat financier	(2 202)				(2 202)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	4 573	8	1	-	4 582
Impôts sur les résultats	(1 520)	(3)	-	-	(1 523)
Quote-part de résultat net des entreprises associées	138	-	-	-	138
Résultat net consolidé	3 191	5	1	-	3 197
dont résultat net part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	74	-	-	-	74
dont résultat net part du Groupe	3 117	5	1	-	3 123

GRUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

2.6 Impact sur le bilan au 31 décembre 2009

ACTIF (en millions d'euros)	31.12.2009	Impacts IFRIC 18	Impacts IFRIC 12	31.12.2009 retraité
Goodwill	13 526	-	-	13 526
Autres actifs incorporels	5 455	-	124	5 579
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	42 451	-	-	42 451
Immobilisations en concessions des autres activités	28 251	(1 270)	(124)	26 857
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	58 734	-	-	58 734
Participations dans les entreprises associées	4 421	-	-	4 421
Actifs financiers non courants	24 498	-	-	24 498
Impôts différés	3 099	(609)	-	2 490
Actif non courant	180 435	(1 879)	-	178 556
Stocks	12 662	-	-	12 662
Clients et comptes rattachés	19 633	-	-	19 633
Actifs financiers courants	12 450	-	-	12 450
Actifs d'impôts courants	376	-	-	376
Autres débiteurs	8 111	-	-	8 111
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 982	-	-	6 982
Actif courant	60 214	-	-	60 214
Actifs détenus en vue de la vente	1 265	-	-	1 265
TOTAL DE L'ACTIF	241 914	(1 879)	-	240 035
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF (en millions d'euros)	31.12.2009	Impacts IFRIC 18	Impacts IFRIC 12	31.12.2009 retraité
Capital	924	-	-	924
Réserves et résultats consolidés	27 028	1 934	5	28 967
Capitaux propres – part du Groupe	27 952	1 934	5	29 891
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	4 773	3	-	4 776
Total des capitaux propres	32 725	1 937	5	34 667
Provisions pour aval du cycle nucléaire	17 531	-	-	17 531
Provisions pour déconstructions et pour derniers cœurs	20 003	-	-	20 003
Provisions pour avantages du personnel	13 412	-	-	13 412
Autres provisions	1 188	-	-	1 188
Provisions non courantes	52 134	-	-	52 134
Droits des concédants sur les biens en concessions de distribution publique d'électricité en France				
- existants	19 667	-	-	19 667
- à renouveler	20 217	-	(7)	20 210
Passifs financiers non courants	44 755	-	-	44 755
Autres créditeurs	5 725	(2 365)	-	3 360
Impôts différés	7 652	-	2	7 654
Passif non courant	150 150	(2 365)	(5)	147 780
Provisions	5 858	-	-	5 858
Fournisseurs et comptes rattachés	13 348	-	-	13 348
Passifs financiers courants	16 560	-	-	16 560
Dettes impôts courants	564	-	-	564
Autres créditeurs	22 298	(1 451)	-	20 847
Passif courant	58 628	(1 451)	-	57 177
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	411	-	-	411
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF	241 914	(1 879)	-	240 035

2.7 Impact sur le tableau de flux de trésorerie du 1^{er} semestre 2009

(en millions d'euros)	S1 2009 publié	Impacts IFRIC18	Impacts IFRIC 12	Impact IAS 7 amendée	S1 2009 retraité
Opérations d'exploitation :					
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	4 573	8	1	-	4 582
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	2 500	95	(1)	-	2 594
Produits et charges financiers	865	-	-	-	865
Dividendes reçus des entreprises associées	146	-	-	-	146
Plus ou moins-values de cession	(324)	-	-	-	(324)
Variation du besoin en fonds de roulement	335	(103)	-	-	232
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	8 095	-	-	-	8 095
Frais financiers nets décaissés	(813)	-	-	-	(813)
Impôts sur le résultat payés	(85)	-	-	-	(85)
Flux de trésorerie nets générés par les activités opérationnelles	7 197	-	-	-	7 197
Opérations d'investissement :					
Acquisitions / cessions de sociétés sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée)	(11 084)	-	-	120	(10 964)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(5 565)	-	-	-	(5 565)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	84	-	-	-	84
Variations d'actifs financiers	(594)	-	-	-	(594)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(17 159)	-	-	120	(17 039)
Opérations de financement :					
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(120)	(120)
Dividendes versés par EDF	(1 164)	-	-	-	(1 164)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(61)	-	-	-	(61)
Achats / ventes d'actions propres	1	-	-	-	1
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(1 224)	-	-	(120)	(1 344)
Emissions d'emprunts	20 362	-	-	-	20 362
Remboursements d'emprunts	(8 668)	-	-	-	(8 668)
Augmentation des passifs spécifiques des concessions	94	-	-	-	94
Subventions d'investissement	45	-	-	-	45
Autres flux de trésorerie liés aux activités de financement	11 833	-	-	-	11 833
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	10 609	-	-	(120)	10 489
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	647	-	-	-	647
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 869	-	-	-	5 869
Incidence des variations de change	(326)	-	-	-	(326)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	39	-	-	-	39
Incidence des autres reclassements	(20)	-	-	-	(20)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	6 209	-	-	-	6 209

Note 3 - Evolutions réglementaires en France

3.1 Concessions de forces hydrauliques

Le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, a rendu public le 22 avril 2010 la liste des concessions hydroélectriques qui seront renouvelées d'ici 2015. Dix concessions regroupant une cinquantaine d'ouvrages et représentant une puissance de 5 300 MW (dont 4 350 MW produits par EDF) sont concernées. L'Etat a privilégié le regroupement d'ouvrages dans une même vallée, de façon à ce qu'un seul interlocuteur soit responsable de l'exploitation des ouvrages et de la satisfaction des besoins des différentes parties prenantes. Les concessionnaires concernés percevront des indemnités – qui restent à définir - en cas de rupture anticipée des concessions. De ce fait, aucun impact ne figure dans les comptes consolidés au 30 juin 2010 à ce titre.

3.2 Prolongation de la durée d'application du tarif réglementé transitoire d'ajustement de marché (TaRTAM)

La loi du 7 juin 2010 prolonge le dispositif TaRTAM de 6 mois jusqu'au 31 décembre 2010. Cette prolongation se traduit dans les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2010 par un complément de provision de 280 millions d'euros au titre de la compensation des fournisseurs d'électricité sur le 2nd semestre 2010, compensé à hauteur de 15 millions d'euros par les refacturations attendues auprès de partenaires dans les centrales nucléaires auxquels ces charges sont répercutées.

Ce montant est estimé au mieux de la connaissance du Groupe à partir d'une série d'hypothèses sujettes à des aléas.

3.3 Réforme des retraites

Le Gouvernement a publié le 16 juin 2010 son projet de réforme des retraites. Différentes mesures ont été présentées dont certaines auront un impact sur le régime spécial de retraite des Industries Electriques et Gazières et son financement.

Dans l'attente de l'adoption de textes légaux et réglementaires, aucun impact n'a été enregistré dans les comptes consolidés au 30 juin 2010.

Note 4 - Evénements et transactions significatifs survenus au cours du 1^{er} semestre 2010

4.1 Activités du Groupe aux Etats-Unis

Depuis octobre 2007, EDF est entré dans une coopération stratégique avec la société Constellation Energy Group (CEG) dans le but de participer à la relance de la production nucléaire aux Etats-Unis.

Cette coopération s'est traduite :

- par une montée au capital de CEG dont EDF au 30 juin 2010 détient 8,4% des actions,
- par des apports en capital cumulés au 30 juin 2010 de 617 millions de dollars à Unistar, société détenue conjointement (50/50) avec CEG, consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle et dont l'objectif est de développer le « nouveau nucléaire » aux Etats-Unis.

Dans le courant du 2nd semestre 2008 et afin de maintenir cette coopération au moment où CEG connaissait des difficultés de trésorerie, EDF a choisi de renforcer ses liens avec CEG.

Ainsi, le groupe EDF – au travers de sa filiale à 100 % EDF Inc – et CEG ont finalisé le 6 novembre 2009, après réception de toutes les autorisations nécessaires tant au niveau fédéral que local, la transaction relative à la prise de participation par EDF de 49,99 % dans CENG (Constellation Energy Nuclear Group, entité regroupant les activités de production nucléaire de CEG), prévue par l'accord signé le 17 décembre 2008.

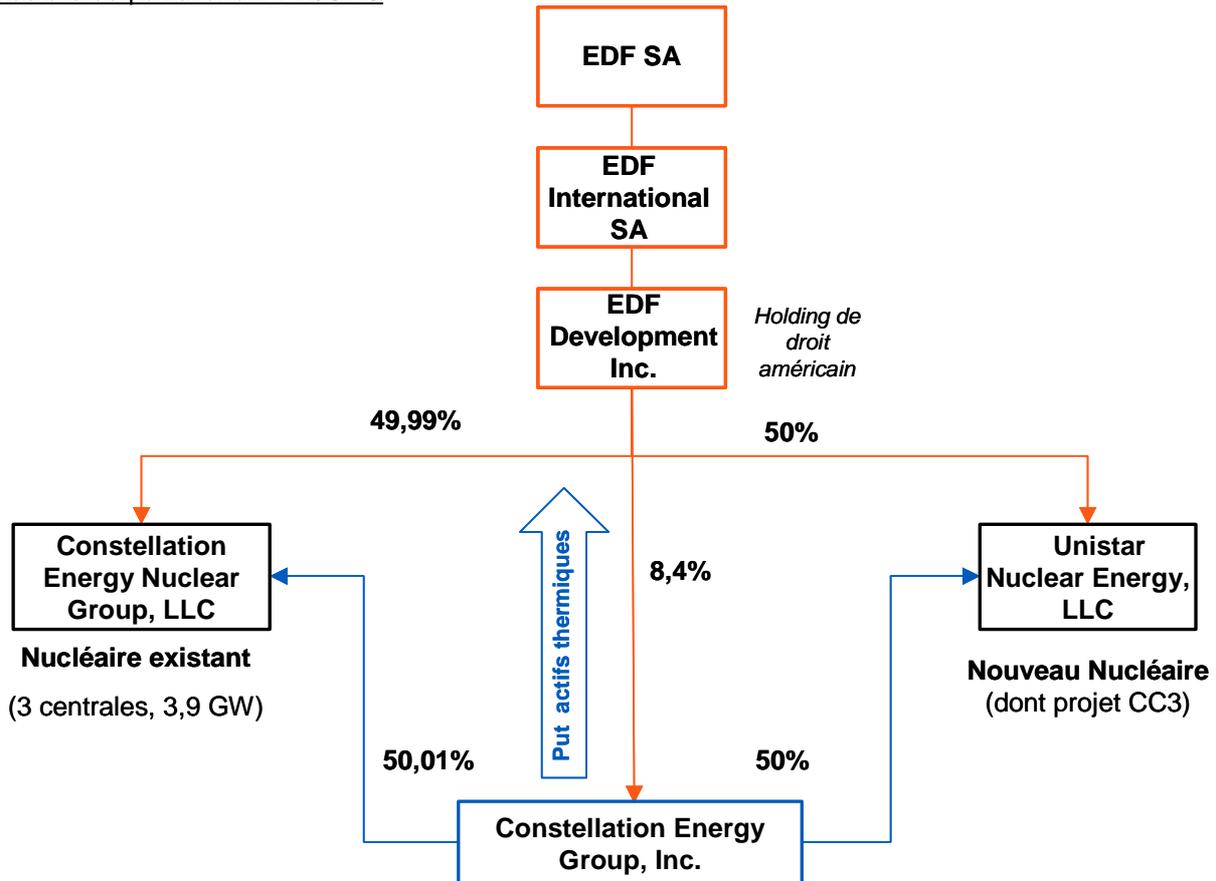
L'ensemble des coûts relatifs à cet investissement comprend le coût d'acquisition initial (4 652 millions de dollars), un complément éventuel de prix futur (343 millions de dollars), ainsi que divers frais connexes à l'acquisition (169 millions de dollars) et un apport de trésorerie à CENG (110 millions de dollars). Divers passifs relatifs à des engagements contractuels de vente d'énergie représentant, pour la quote-part d'EDF, environ 600 millions de dollars nets d'impôts ont également été repris par CENG.

Compte tenu des modalités de gouvernance de CENG et du contrôle conjoint des opérations par le groupe EDF et CEG, cette entité a été consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation, soit le 6 novembre 2009, EDF disposant de douze mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition.

Par ailleurs, cette prise de participation s'est accompagnée de divers accords, notamment un contrat d'option de vente, destiné à renforcer la liquidité de CEG, valable pour une durée de deux ans jusqu'au 31 décembre 2010, et donnant à CEG le droit de vendre à EDF onze actifs de production non nucléaire dans la limite de 2 milliards de dollars.

Aucune dette n'a été enregistrée dans les comptes, et cette option de vente est représentative d'un engagement hors bilan.

Structure du partenariat EDF/CEG



Au 30 juin 2010, de nouveaux éléments ou perspectives ont été pris en compte pour évaluer les risques sur les investissements réalisés dans le cadre de cette coopération :

- les conditions de marché reflétées par les perspectives à court et long terme d'évolution des prix de l'énergie aux Etats-Unis sont moins favorables et pèsent ainsi sur la rentabilité attendue des actifs existants de CENG comme du nouveau nucléaire,
- compte tenu de ces nouveaux éléments et perspectives, à ce stade, un seul projet est en développement.

Prenant en considération l'ensemble de ces nouveaux éléments et perspectives, EDF a constitué en conséquence une provision pour risques de 1 060 millions d'euros, en contrepartie d'une charge comptabilisée en résultat en « Autres produits et charges d'exploitation ».

Cette provision couvre les risques de perte de valeur des actifs de CENG, de l'investissement dans Unistar ainsi que certains coûts futurs et risques du projet, EDF maintenant sa volonté de poursuivre les études en vue du développement d'un nouveau réacteur sur le site de Calvert Cliffs.

L'évaluation définitive de cette provision et son affectation aux différents actifs et passifs correspondants seront effectuées à la suite de la finalisation des travaux en cours sur l'allocation finale du prix d'acquisition de CENG à l'occasion de la clôture des comptes au 31 décembre 2010.

4.2 Exeltium

Le groupe EDF et Exeltium, une société qui réunit des industriels électro-intensifs, ont finalisé les conditions de mise en œuvre, en deux phases, du contrat de partenariat conclu le 31 juillet 2008, permettant ainsi le démarrage, au 1^{er} mai 2010, des livraisons d'électricité à une centaine de sites industriels français pour environ la moitié de leurs droits au titre du contrat portant sur une livraison totale de l'ordre de 310 TWh répartie sur 24 ans.

Conformément à cet accord, Exeltium a réglé fin avril une première avance de 1,7 milliard d'euros. Cette avance a été actualisée à compter du jour de sa réception.

Ce contrat contribuera à la poursuite des efforts d'investissement d'EDF dans le renouveau de son parc nucléaire et à la sécurisation d'une partie de l'approvisionnement en énergie électrique des clients industriels, actionnaires d'Exeltium.

4.3 Annulation de la décision de la Commission européenne du 16 décembre 2003

Au cours du 1^{er} semestre 2010, la Commission européenne a formé un pourvoi devant la Cour de Justice de l'Union européenne contre l'arrêt du Tribunal à la suite duquel l'Etat français a restitué au Groupe le 30 décembre 2009 un montant de 1 224 millions d'euros relatif à l'impôt sur les sociétés sur la partie utilisée des provisions pour renouvellement des ouvrages du Réseau d'Alimentation Général figurant en « droits du concédant ».

Note 5 - Evolutions du périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre intervenues sur le 1^{er} semestre 2010 sont les suivantes.

- SPE (secteur « Autre international »)

EDF et Centrica ont mis en œuvre le 26 novembre 2009 un accord portant sur la cession à EDF par Centrica de sa participation de 51% dans SPE pour un montant de 1 328 millions d'euros. A compter de cette date, SPE est consolidée en intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de SPE, qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 (telle que publiée en 2004) ont été comptabilisés dans le bilan d'ouverture à leur juste valeur à la date d'acquisition du 26 novembre 2009.

GROUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

Après prise en compte des justes valeurs d'actifs et de passifs, le bilan d'entrée de SPE au 26 novembre 2009 s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	Valeur historique SPE	Ajustement Juste Valeur	Valeur d'entrée dans le Groupe
ACTIFS			
Goodwill et autres actifs incorporels	240	710	950
Immobilisations de production	582	900	1 482
Stocks	21	1	22
Clients et comptes rattachés	53	-	53
Autres débiteurs	87	-	87
Actifs financiers	76	79	155
Trésorerie et équivalents de trésorerie	344	-	344
TOTAL DES ACTIFS	1 403	1 690	3 093
PASSIFS			
Provisions nucléaires	103	-	103
Provisions pour avantages du personnel	20	10	30
Autres provisions	62	1	63
Impôts différés	-	474	474
Fournisseurs et comptes rattachés	90	-	90
Autres créditeurs	125	792	917
Passifs financiers	305	263	568
TOTAL DES PASSIFS	705	1 540	2 245
ACTIF NET	698	150	848

EDF a par ailleurs conclu le 8 juin 2010 avec les trois actionnaires belges ayant exercé tout ou partie de leur option de vente, des accords portant sur le rachat de leurs titres de la société SPE, pour un montant de 215 millions d'euros. Suite à cette opération, le groupe EDF a porté sa participation dans l'énergéticien belge à 63,5%. Un goodwill de 3 millions d'euros a été enregistré au 30 juin 2010 en complément du goodwill provisoire de 480 millions d'euros déterminé au 31 décembre 2009 dans le cadre de l'acquisition de 51% de SPE par EDF.

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, le Groupe dispose de 12 mois pour finaliser l'affectation du prix d'acquisition ainsi que l'harmonisation des méthodes et règles d'évaluation. Cette finalisation sera effectuée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Note 6 - Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ».

Les données sectorielles s'entendent avant retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs. Les transactions entre secteurs sont réalisées aux prix de marché.

Conformément aux dispositions de cette norme, la ventilation retenue par le groupe EDF correspond aux secteurs opérationnels tels qu'ils sont régulièrement examinés par le Comité de Direction du Groupe. Les secteurs retenus par le Groupe sont les suivants :

- « **France** » qui désigne EDF, ses filiales RTE EDF Transport et ERDF, et regroupe les activités non régulées (principalement Production et Commercialisation), les activités réseaux (Distribution et Transport), les activités insulaires ;

GRUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

- « **Royaume-Uni** » qui désigne les entités du sous-groupe EDF Energy y compris British Energy et EDF Development UK Ltd ;
- « **Allemagne** » qui désigne les entités du sous-groupe EnBW ;
- « **Italie** » qui regroupe les entités du sous-groupe Edison, TDE et Fenice ;
- « **Autre international** » qui regroupe EDF International et les entités électriques et gazières situées notamment en Europe continentale ainsi que celles situées aux Etats-Unis, en Amérique latine et en Asie ;
- « **Autres activités** » qui regroupe l'ensemble des autres participations dont Electricité de Strasbourg, Dalkia, Tiru, EDF Energies Nouvelles, EDF Trading et EDF Investissement Groupe.

6.1 Au 30 juin 2010

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Allemagne	Italie	Autre international	Autres activités	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	18 915	5 640	4 111	2 753	3 457	2 637	-	37 513
Chiffre d'affaires inter-secteur	319	4	22	13	95	296	(749)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES	19 234	5 644	4 133	2 766	3 552	2 933	(749)	37 513
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 031	1 601	816	365	602	958	-	10 373
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 672	802	604	147	(633)	697	-	5 289
AUTRES INFORMATIONS :								
Investissements corporels et incorporels (1)	3 701	894	265	213	256	664	-	5 993
Dotations aux amortissements	(2 088)	(776)	(203)	(231)	(294)	(232)	-	(3 824)
Pertes de valeur	-	-	(6)	(2)	-	1	-	(7)

(1) Les investissements corporels et incorporels correspondent aux acquisitions d'immobilisations présentées dans le tableau de flux de trésorerie.

6.2 Au 30 juin 2009

(en millions d'euros)	France	Royaume-Uni	Allemagne	Italie	Autre international	Autres activités	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	18 323	5 851	3 764	2 524	1 557	2 808	-	34 827
Chiffre d'affaires inter-secteur	273	-	10	3	54	272	(612)	-
CHIFFRE D'AFFAIRES	18 596	5 851	3 774	2 527	1 611	3 080	(612)	34 827
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	5 957	1 589	620	393	295	1 082	-	9 936
RESULTAT D'EXPLOITATION	4 004	932	464	147	191	1 046	-	6 784
AUTRES INFORMATIONS :								
Investissements corporels et incorporels (1)	3 408	969	222	267	136	563	-	5 565
Dotations aux amortissements	(1 993)	(772)	(185)	(237)	(103)	(188)	-	(3 478)
Pertes de valeur	-	-	(5)	(10)	(1)	(1)	-	(17)

(1) Les investissements corporels et incorporels correspondent aux acquisitions d'immobilisations présentées dans le tableau de flux de trésorerie.

Note 7 - Chiffre d'affaires

Les différentes composantes constituant le chiffre d'affaires sont les suivantes :

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Ventes d'énergies et de services liés à l'énergie	34 741	31 924
Autres ventes de biens et de services	2 329	2 200
Trading	443	703
Chiffre d'affaires	37 513	34 827

La croissance du chiffre d'affaires observée sur le 1^{er} semestre 2010 s'explique principalement par des effets de périmètre qui concernent notamment SPE en Belgique et CENG aux Etats-Unis.

Note 8 - Achats de combustibles et d'énergie

Les différentes composantes constituant les achats de combustibles et d'énergie sont les suivantes :

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Achats consommés de combustibles - production d'énergie	(5 571)	(5 303)
Achats d'énergie	(8 673)	(7 808)
Charges de transport et d'acheminement	(1 742)	(1 234)
Résultat lié à la comptabilité de couverture (Dotations) et reprises de provisions liées aux combustibles nucléaires et aux achats d'énergie	376	730
Achats de combustibles et d'énergie	(15 743)	(13 995)

Les achats de combustibles et d'énergie augmentent de 1 748 millions d'euros, soit de 12,5 % par rapport à ceux du 1^{er} semestre 2009, principalement du fait des effets de périmètre.

Note 9 - Autres consommations externes

Les différentes composantes constituant les autres consommations externes sont les suivantes :

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Services extérieurs	(5 511)	(5 302)
Autres achats (hors services extérieurs, combustibles et énergie)	(1 482)	(1 489)
Production stockée et immobilisée	1 736	1 553
(Dotations) et reprises de provisions sur autres consommations externes	87	100
Autres consommations externes	(5 170)	(5 138)

Note 10 - Obligations contractuelles et engagements

10.1 Engagements d'achats

Les engagements d'achats fermes et irrévocables de matières premières, d'énergie et de combustibles nucléaires s'élèvent à 51 578 millions d'euros au 31 décembre 2009. Aucune variation significative n'a été constatée sur le 1^{er} semestre 2010.

10.2 Engagements de livraison d'électricité

La principale variation observée sur le 1^{er} semestre 2010 est liée à l'accord relatif à la 1^{ère} tranche de fourniture d'électricité entre le groupe EDF et Exeltium finalisé au cours du 1^{er} semestre 2010 (voir note 4.2). Dans ce cadre, EDF s'est engagé à livrer environ 150 TWh sur une durée de 24 ans à compter du 1^{er} mai 2010.

10.3 Garanties et engagements relatifs à l'exécution de contrats d'exploitation

Au 30 juin 2010, l'échéancier des garanties et engagements relatifs à l'exécution de contrats d'exploitation se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Total	30.06.2010			31.12.2009
		Echéances			Total
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	
Garanties de bonne exécution / bonne fin / soumission	1 322	271	1 012	39	1 297
Engagements sur commandes d'exploitation ⁽¹⁾	5 516	3 407	1 659	450	4 562
Engagements sur commandes d'immobilisations	11 347	5 172	5 855	320	10 406
Autres engagements liés à l'exploitation	3 956	1 099	2 273	584	3 859
Engagements donnés liés à l'exécution de contrats d'exploitation	22 141	9 949	10 799	1 393	20 124
Engagements reçus liés à l'exploitation	7 890	4 924	2 805	161	9 165

(1) hors matières premières et énergie

Note 11 - Impôts et taxes

La création de la Contribution Économique Territoriale, introduite par la Loi de Finances 2010, réformant la Taxe Professionnelle, n'a généré aucun changement de comptabilisation dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés clos au 30 juin 2010. Comme la Taxe Professionnelle, cette contribution est comptabilisée dans la rubrique « Impôts et taxes » du Groupe.

Note 12 - Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Subventions d'exploitation	1 435	1 394
Résultat de déconsolidation	150	2
Résultat de cession d'immobilisations	(80)	(31)
Dotations nettes aux provisions sur actifs courants	(49)	(94)
Dotations nettes aux provisions pour risques et charges d'exploitation	299	225
Autres produits et autres charges	73	154
Autres produits et charges opérationnels	1 828	1 650

12.1 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation comprennent principalement la « Contribution au Service Public de l'Electricité » (CSPE) instaurée par la loi du 3 janvier 2003. Cette contribution est due par le consommateur final (éligible ou non) et est recouvrée par les opérateurs de réseau ou les fournisseurs d'électricité qui procèdent à sa liquidation. Elle a pour objet de compenser certaines natures de charges imputables aux missions de service public assignées à EDF.

Cette compensation s'est traduite dans les comptes par un produit de 1 399 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 (1 380 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009). Le produit à recevoir de la CSPE a été estimé sur la base

des hypothèses les plus probables appréciées à fin juin 2010.

12.2 Résultat de déconsolidation

Le résultat de déconsolidation intègre sur le 1^{er} semestre 2010 les gains nets réalisés sur les cessions de GESO par EnBW, d'Eggborough par EDF Energy et d'Usti (en République tchèque) par Dalkia International.

12.3 Dotations nettes aux provisions pour risques et charges d'exploitation

Sur le 1^{er} semestre 2010, les dotations nettes aux provisions pour risques et charges d'exploitation intègrent à hauteur de 266 millions d'euros les reprises de juste valeur négative sur les contrats de vente de British Energy comptabilisés en date d'acquisition du 5 janvier 2009 au fur et à mesure de leur dénouement (162 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2009).

Note 13 - Prolongation du TaRTAM – Loi du 7 juin 2010

Une charge de 265 millions d'euros, correspondant à un complément de provision de 280 millions d'euros diminué d'une refacturation de 15 millions d'euros aux partenaires dans les centrales nucléaires, a été enregistrée dans les comptes consolidés au 30 juin 2010 au titre de la contribution d'EDF à la compensation des fournisseurs d'électricité sur le 2nd semestre 2010 suite à la prolongation du dispositif TaRTAM jusqu'au 31 décembre 2010 (voir note 3.2).

Note 14 - Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading

Les variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de trading ont généré un produit de 58 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2010 (produit de 309 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2009).

Note 15 - Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2010 intègrent une charge de 1 060 millions d'euros liée aux activités du Groupe aux Etats-Unis (voir note 4.1).

Les autres produits et charges d'exploitation du 1^{er} semestre 2009 s'élèvent à 330 millions d'euros. Ils correspondent essentiellement au produit net dégagé à l'occasion de l'apport par EDF à Alpiq de sa quote-part de 50% des droits à la puissance et à l'énergie du barrage d'Emosson et des charges afférentes.

Note 16 - Résultat financier

16.1 Coût de l'endettement financier brut

(en millions d'euros)

	S1 2010	S1 2009
Charges d'intérêts sur opérations de financement	(1 420)	(1 301)
Variation de juste valeur des dérivés et éléments de couverture sur dettes	6	(6)
Inefficacité des couvertures de flux de trésorerie	(2)	-
Reprise en résultat des variations de juste valeur des instruments de couverture de flux de trésorerie	(4)	(8)
Résultat net de change sur endettement	41	44
Coût de l'endettement financier brut	(1 379)	(1 271)

16.2 Charges d'actualisation

La charge d'actualisation concerne principalement les provisions pour aval du cycle nucléaire, pour déconstruction et pour dépréciation des derniers cœurs ainsi que les provisions pour avantages du personnel à long terme et postérieurs à l'emploi.

La décomposition de cette charge est présentée ci-après :

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi et pour avantages à long terme	(780)	(728)
Provisions pour aval du cycle nucléaire, déconstruction et derniers cœurs	(822)	(788)
Autres provisions et avances	(88)	(76)
Charge d'actualisation	(1 690)	(1 592)

16.3 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les produits d'intérêts sur les marchés obligataires, les résultats des transactions et dividendes sur les marchés actions ainsi que le rendement des actifs de couverture des avantages du personnel.

Note 17 - Impôts sur les résultats

L'impôt sur les résultats s'élève à 1 241 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, correspondant à un taux effectif d'impôt de 42,5% (charge de 1 523 millions d'euros correspondant à un taux effectif d'impôt de 33,2% au 1^{er} semestre 2009). Il résulte de l'application du taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice 2010 au résultat avant impôt au 30 juin 2010.

L'augmentation du taux effectif d'impôt observée sur le 1^{er} semestre 2010 est liée à la provision relative aux activités du Groupe aux Etats-Unis. Retraité de cet élément, le taux effectif d'impôt du 1^{er} semestre 2010 s'établit à 31,2%.

Note 18 - Goodwill

Les différentes composantes constituant les goodwill des sociétés intégrées sont les suivantes :

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
Valeur nette comptable à l'ouverture	13 526	6 807
Acquisitions	48	6 524
Cessions	-	-
Pertes de valeur	(4)	(4)
Différences de conversion	715	448
Autres mouvements	8	(249)
Valeur nette comptable à la clôture	14 293	13 526
Valeur brute à la clôture	15 135	14 364
Cumul des pertes de valeur à la clôture	(842)	(838)

Les variations observées sur le 1^{er} semestre 2010 sont principalement liées aux effets de conversion, notamment du fait de l'appréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

Aucun ajustement n'a été enregistré dans les comptes au 30 juin 2010 sur la valeur des goodwill relatifs aux acquisitions de 49,99% de CENG et de 51% de SPE réalisées respectivement le 6 novembre et le 26 novembre 2009. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3, la détermination du goodwill sera finalisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Note 19 - Autres actifs incorporels

La variation correspond pour l'essentiel à la diminution des droits d'émission de gaz à effet de serre sous l'effet principalement des restitutions aux Etats réalisées sur le 1^{er} semestre 2010.

L'application d'IFRIC 12 a généré une augmentation de 124 millions d'euros des autres actifs incorporels au 1^{er} janvier 2009 (effet de reclassement entre immobilisations en concessions des autres activités et autres actifs incorporels - voir note 2).

Note 20 - Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France

20.1 Valeur nette des immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France

La valeur nette des immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
Immobilisations	41 881	41 431
Immobilisations en cours	1 124	1 020
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	43 005	42 451

20.2 Variation des immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France (hors immobilisations en cours)

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et pertes de valeurs ⁽²⁾	Total
Valeur au 31.12.2009	71 600	(30 169)	41 431
Augmentations ⁽¹⁾ / dotations nettes	1 504	(150)	1 354
Diminutions	(294)	256	(38)
Ecart de conversion	-	-	-
Mouvements de périmètre	-	-	-
Autres mouvements	(1)	(865)	(866)
Valeur au 30.06.2010	72 809	(30 928)	41 881

(1) Les augmentations comprennent également les immobilisations remises à titre gratuit.

(2) Les autres mouvements concernent principalement les amortissements des biens concédés effectués en contrepartie des dépréciations des comptes spécifiques des concessions.

Au sein des immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France, les actifs de réseaux représentent l'essentiel des montants : 67 760 millions d'euros en valeur brute et 40 014 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2010 (66 631 millions d'euros en valeur brute et 39 589 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2009).

Note 21 - Immobilisations en concessions des autres activités

21.1 Valeur nette des immobilisations en concessions des autres activités

La valeur nette des immobilisations en concessions des autres activités se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
Immobilisations	26 353	25 593
Immobilisations en cours	1 512	1 264
Immobilisations en concessions des autres activités	27 865	26 857

21.2 Variation des immobilisations en concessions des autres activités (hors immobilisations en cours)

(en millions d'euros)	Valeurs brutes	Amortissements et pertes de valeurs	Total
Valeur au 31.12.2009 ⁽¹⁾	46 460	(20 867)	25 593
Augmentations / dotations nettes	952	(683)	269
Diminutions	(99)	65	(34)
Ecart de conversion	1 000	(332)	668
Mouvements de périmètre	-	-	-
Autres mouvements	9	(152)	(143)
Valeur au 30.06.2010	48 322	(21 969)	26 353

(1) Les données publiées au titre de l'exercice 2009 ont été retraitées des effets de l'application d'IFRIC 12 et d'IFRIC 18 (voir note 2)

Les immobilisations en concessions des activités autres que celles liées à la distribution publique d'électricité en France (voir note 20) comprennent des immobilisations concédées principalement situées en France (transport et production hydraulique), Grande-Bretagne, Allemagne et Italie.

Au sein des immobilisations en concessions des autres activités, les actifs de réseaux représentent 33 250 millions d'euros en valeur brute et 19 590 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2010 (31 529 millions d'euros en valeur brute et 18 802 millions d'euros en valeur nette au 31 décembre 2009).

Note 22 - Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre

22.1 Valeur nette des immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre

La valeur nette des immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
Immobilisations	51 512	49 803
Immobilisations en cours	10 020	8 507
Immobilisations financées par location-financement	423	424
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	61 955	58 734

22.2 Variation des immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre (hors immobilisations en cours et financées par location-financement)

(en millions d'euros)	Terrains et constructions	Installations production nucléaire	Installations productions thermique et hydraulique	Réseaux	Autres installations, matériels, outillages et autres immobilisations	Total
Valeurs brutes au 31.12.2009	12 752	60 765	16 023	2 287	10 480	102 307
Augmentations	219	439	204	21	714	1 597
Diminutions	(52)	(169)	(20)	(2)	(82)	(325)
Ecart de conversion	80	1 470	143	-	402	2 095
Mouvements de périmètre	20	-	119	-	82	221
Autres mouvements	57	41	164	(29)	108	341
Valeurs brutes au 30.06.2010	13 076	62 546	16 633	2 277	11 704	106 236
Amortissements et pertes de valeur au 31.12.2009	(6 233)	(32 306)	(8 389)	(1 265)	(4 311)	(52 504)
Dotations nettes aux amortissements	(166)	(1 082)	(358)	(30)	(401)	(2 037)
Diminutions	26	130	13	1	64	234
Ecart de conversion	(2)	(95)	(50)	2	(101)	(246)
Mouvements de périmètre	(8)	-	12	-	(32)	(28)
Autres mouvements	(57)	35	(25)	18	(114)	(143)
Amortissements et pertes de valeur au 30.06.2010	(6 440)	(33 318)	(8 797)	(1 274)	(4 895)	(54 724)
Valeurs nettes au 31.12.2009	6 519	28 459	7 634	1 022	6 169	49 803
Valeurs nettes au 30.06.2010	6 636	29 228	7 836	1 003	6 809	51 512

Note 23 - Participations dans les entreprises associées

(en millions d'euros)	Activité principale (1)	30.06.2010			31.12.2009	
		Quote-part d'intérêts dans le capital	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat	Quote-part de capitaux propres	Dont quote-part de résultat
%						
Alpiq	P	26,06	1 706	47	1 572	92
Dalkia Holding	S	34,00	462	15	493	19
EVN	D	16,46	440	34	445	28
Taishan	P	30,00	573	-	279	-
Autres participations dans les entreprises associées			1 683	51	1 632	(19)
Total			4 864	147	4 421	120

(1) S= services, P= production, D= distribution, T= transport.

L'augmentation en valeur de la quote-part de capitaux propres détenue dans Taishan est liée à la souscription par le Groupe à hauteur de 213 millions d'euros à une augmentation de capital sur le 1^{er} semestre 2010.

Note 24 - Actifs financiers courants et non courants

24.1 Répartition courant / non courant des actifs financiers

La répartition courant / non courant des actifs financiers se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2010			31.12.2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Actifs financiers à la juste valeur avec variations de juste valeur en résultat	4 278	14	4 292	4 863	13	4 876
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽¹⁾	7 443	16 292	23 735	4 987	15 818	20 805
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ⁽¹⁾	78	426	504	61	463	524
Juste valeur positive des dérivés de couverture	1 944	1 224	3 168	1 783	1 112	2 895
Prêts et créances financières ⁽¹⁾	820	7 895	8 715	756	7 092	7 848
Actifs financiers courants et non courants	14 563	25 851	40 414	12 450	24 498	36 948

(1) Nets de dépréciation pour 948 millions d'euros au 30 juin 2010 (911 millions d'euros au 31 décembre 2009).

Les principales variations sont analysées dans les notes ci-après.

24.2 Détail des actifs financiers

24.2.1 Actifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
Juste valeur positive des dérivés de transaction	4 073	4 662
Juste valeur des actifs financiers détenus à des fins de transaction (1)	207	203
Actifs financiers à la juste valeur en résultat sur option	12	11
Actifs financiers à la juste valeur avec variation de juste valeur en résultat	4 292	4 876

(1) Dont part qualifiée d'actifs liquides

202 197

L'évolution de la juste valeur des dérivés de transaction est similaire à celle constatée au passif (voir note 29.1).

24.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en millions d'euros)	30.06.2010			31.12.2009 ⁽²⁾		
	Actions ⁽¹⁾	Titres de dettes	Total	Actions ⁽¹⁾	Titres de dettes	Total
Actifs dédiés d'EDF	5 584	6 684	12 268	4 932	6 504	11 436
Actifs liquides	1 954	4 703	6 657	2 400	2 138	4 538
Participation stratégique	446	-	446	414	-	414
Autres titres	2 906	1 458	4 364	3 083	1 334	4 417
Actifs financiers disponibles à la vente	10 890	12 845	23 735	10 829	9 976	20 805

(1) Actions ou OPCVM.

(2) La répartition entre actions et titres de dettes des données au 31 décembre 2009 a été revue.

Les principales variations des actifs financiers disponibles à la vente concernent les acquisitions pour 6 382 millions d'euros, les cessions pour 3 632 millions d'euros et les variations de juste valeur pour 37 millions d'euros.

La ligne « Participation stratégique » correspond aux actions détenues dans Constellation Energy Group qui restent évaluées selon les mêmes modalités qu'au 31 décembre 2009.

GRUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente enregistrées en capitaux propres part du Groupe sur la période s'analysent comme suit :

- au 30 juin 2010 :

(en millions d'euros)	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres	Variations nettes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur transférées en résultat	Variations nettes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾
Actifs financiers disponibles à la vente - actions	(7)	(19)	(26)	71	(29)	42
Actifs financiers disponibles à la vente - dettes	51	(17)	34	19	(6)	13
Actifs liquides	(33)	11	(22)	(32)	11	(21)
Autres titres	18	(6)	12	17	(6)	11
Actifs financiers disponibles à la vente	29	(31)	(2)	75	(30)	45

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

Les variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres part du groupe sur le 1^{er} semestre 2010 concernent principalement :

- EDF pour 82 millions d'euros, dont 80 millions d'euros au titre des actifs dédiés
- EnBW pour 6 millions d'euros
- EDF Inc pour (38) millions d'euros
- CENG pour (19) millions d'euros

Pour EDF, aucune perte de valeur significative n'a été enregistrée sur le 1^{er} semestre 2010.

- Au 30 juin 2009 :

(en millions d'euros)	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres	Variations nettes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur transférées en résultat	Variations nettes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾
Actifs financiers disponibles à la vente - actions	337	(85)	252	(46)	10	(36)
Actifs financiers disponibles à la vente - dettes	46	(15)	31	2	(1)	1
Actifs liquides	(5)	1	(4)	(1)	-	(1)
Autres titres	21	(8)	13	(2)	1	(1)
Actifs financiers disponibles à la vente	399	(107)	292	(47)	10	(37)

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

24.2.2.1 Composition du portefeuille d'actifs dédiés d'EDF

Les caractéristiques de ce portefeuille ainsi que ses principes de gestion sont exposés dans les états financiers du 31 décembre 2009. Il est à noter cependant que des dispositions du projet de loi NOME prévoient un report de 5 ans de l'échéance de constitution des actifs dédiés (la contrainte réglementaire imposant aujourd'hui une couverture des engagements nucléaires de long terme par le portefeuille d'actifs dédiés au plus tard au 30 juin 2011).

La répartition par type d'instrument et l'évolution de la juste valeur du portefeuille des actifs dédiés en détaillant

plus particulièrement l'évolution des valeurs liquidatives des fonds réservés est la suivante :

(en millions d'euros)	Juste valeur 30.06.2010	Juste valeur 31.12.2009
Titres	342	234
OPCVM et FCP	5 106	4 664
Autres placements financiers	136	34
Actions	5 584	4 932
Titres	739	700
OPCVM et FCP	5 945	5 804
Obligations	6 684	6 504
Titres Actifs dédiés	12 268	11 436

La dotation de trésorerie pour le 1^{er} semestre 2010 au portefeuille d'actifs dédiés s'établit à 881 millions d'euros (pas de dotation sur le 1^{er} semestre 2009 compte tenu des conditions de marché).

Le portefeuille d'actifs dédiés intègre 152 millions d'euros de gains latents nets (gains latents de 4 millions d'euros au 31 décembre 2009) dans un contexte de forte volatilité des marchés financiers.

24.2.2.2 Actifs liquides

Au sein de ce poste, les OPCVM monétaires d'EDF représentent 1 954 millions d'euros (2 400 millions d'euros au 31 décembre 2009).

24.2.2.3 Autres titres

Au 30 juin 2010, les autres titres se composent notamment :

- chez EnBW, de 1 407 millions d'euros d'actifs disponibles à la vente – titres de dettes dont 1 000 millions d'euros de fonds réservés et de 1 157 millions d'euros d'actifs disponibles à la vente - actions dont 663 millions d'euros de fonds réservés ;
- chez EDF, de titres AREVA pour 293 millions d'euros et de titres Veolia pour 374 millions d'euros.

24.2.2.4 Prêts et créances financières

Les prêts et créances intègrent les montants représentatifs des remboursements à recevoir du NLF et du gouvernement britannique au titre de la couverture des obligations nucléaires de long terme pour 7 096 millions d'euros au 30 juin 2010 (6 399 millions d'euros au 31 décembre 2009).

24.3 Engagements liés aux investissements

Les éléments constitutifs des engagements liés aux investissements sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2010			31.12.2009	
	Total	Échéances			Total
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	
Engagements d'acquisition de titres et d'actifs	4 454	1 895	2 522	37	4 505
Autres engagements donnés liés aux investissements	171	101	70	-	233
Autres engagements reçus liés aux investissements	83	19	64	-	58

24.3.1 Engagements d'acquisition de titres et d'actifs

En vertu du nouveau pacte d'actionnaires conclu le 16 avril 2010, le Groupe a consenti aux actionnaires minoritaires de SPE présents au 30 juin 2010, un engagement de rachat de leur participation sous certaines conditions et à un prix ayant des composantes variables. Cet engagement constitue un engagement hors bilan non valorisable au 30 juin 2010.

Note 25 - Actifs et passifs détenus en vue de leur vente

La variation des actifs et passifs détenus en vue de leur vente au 30 juin 2010 est liée principalement :

- aux projets de cessions des actifs (142 millions d'euros) et des passifs (19 millions d'euros) des sociétés Prazska Teplarenska, Cinergy et Azito.
- aux cessions réalisées sur le 1^{er} semestre 2010 des actifs et passifs relatifs à Eggborough, GESO et d'une filiale en République Tchèque de Dalkia International

Note 26 - Capitaux propres

26.1 Capital social

Le capital social d'EDF n'a pas évolué au cours du 1^{er} semestre 2010 et s'élève à 924 433 331 euros, divisé en 1 848 866 662 actions entièrement souscrites et libérées d'une valeur nominale de 0,5 euro chacune.

26.2 Actions propres

Dans le cadre du programme de rachat d'actions qui a fait l'objet d'un contrat de liquidité conforme aux dispositions prévues par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), 1 865 045 actions ont été achetées au cours du 1^{er} semestre 2010 pour un montant total de 70 millions d'euros et 1 591 545 actions ont été vendues pour un montant total de 61 millions d'euros.

Au 30 juin 2010, les actions propres enregistrées en diminution des capitaux propres consolidés s'élèvent à 19 millions d'euros.

26.3 Distributions de dividendes

L'Assemblée générale des actionnaires du 18 mai 2010 a voté une distribution de dividende au titre de l'exercice 2009 de 1,15 euro par action en circulation. Compte-tenu de l'acompte de 0,55 euro par action mis en paiement le 17 décembre 2009, le solde de 0,60 euro par action a été mis en paiement le 3 juin 2010 pour un montant de 1 109 millions d'euros.

26.4 Résultat net et résultat net dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en divisant la part du résultat net du Groupe, corrigée de l'impact des instruments dilutifs, par le nombre moyen pondéré d'actions potentielles en circulation au cours de la période après neutralisation des actions propres.

Au 30 juin 2010, il n'existe pas d'instrument dilutif au sein du Groupe.

La réconciliation entre le résultat de base et le résultat dilué conduisant au calcul des résultats par action (de base et dilué) ainsi que la variation du nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat net de base et du résultat dilué par action s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires	1 659	3 123
Résultat net utilisé pour le calcul du résultat par action dilué	1 659	3 123
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation à fin de période ⁽¹⁾	1 842 740 192	1 822 699 252
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué à fin de période	1 842 740 192	1 822 699 252
Résultats par action (en euros) :		
Résultat par action	0,90	1,71
Résultat dilué par action	0,90	1,71

(1) En application de la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pris en compte dans le calcul du résultat net par action pour 2009 est ajusté suite à la distribution de dividende en actions intervenue en décembre 2009

Note 27 - Provisions

27.1 Répartition courant / non courant des provisions

La répartition entre la part courante et la part non courante des provisions se présente comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2010			31.12.2009		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Provisions pour aval du cycle nucléaire	917	17 841	18 758	1 042	17 531	18 573
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	513	20 949	21 462	350	20 003	20 353
Provisions pour avantages du personnel	858	13 591	14 449	837	13 412	14 249
Autres provisions	3 130	2 559	5 689	3 629	1 188	4 817
PROVISIONS	5 418	54 940	60 358	5 858	52 134	57 992

27.2 Provisions pour aval du cycle nucléaire

Au 30 juin 2010, les variations des provisions pour aval du cycle nucléaire se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	31.12.2009	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres variations	30.06.2010
			Provisions Utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
Provisions pour gestion du combustible utilisé	11 147	413	(414)	(21)	-	100	11 225
Provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs	7 426	222	(149)	(18)	-	52	7 533
Provisions pour aval du cycle nucléaire	18 573	635	(563)	(39)	-	152	18 758

La répartition par société est la suivante.

(en millions d'euros)	EDF	British Energy	EnBW	Autres	Total
Provisions au 31.12.2009	15 030	2 660	879	4	18 573
Augmentation	572	-	63	-	635
Diminution	(580)	-	(22)	-	(602)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Autres	(53)	205	-	-	152
Provisions au 30.06.2010	14 969	2 865	920	4	18 758

27.3 Provisions pour déconstruction et pour derniers cœurs

Au 30 juin 2010, les variations des provisions pour déconstruction et pour dépréciation des derniers cœurs se répartissent comme suit :

	31.12.2009	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres variations	30.06.2010
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
(en millions d'euros)							
Provisions pour déconstruction des centrales	17 320	424	(152)	-	-	651	18 243
Provisions pour derniers cœurs	3 033	78	-	-	-	108	3 219
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs	20 353	502	(152)	-	-	759	21 462

La répartition par société est la suivante.

(en millions d'euros)	EDF	British Energy	EnBW	CENG	Autres	Total
Provisions au 31.12.2009	12 958	5 088	1 453	442	412	20 353
Augmentation	395	39	40	17	11	502
Diminution	(125)	(13)	(13)	-	(1)	(152)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Autres	-	612	64	79	4	759
Provisions au 30.06.2010	13 228	5 726	1 544	538	426	21 462

27.4 Provisions d'EDF en France et sécurisation d'une partie de leur financement

En France, les provisions nucléaires d'EDF prennent en compte les prescriptions contenues dans la loi du 28 juin 2006 et ses textes d'application.

Conformément à la réglementation sur la sécurisation du financement des charges nucléaires :

- EDF provisionne l'intégralité des obligations relatives aux installations nucléaires dont elle est l'exploitant.
- EDF constitue des actifs dédiés pour couvrir le financement de ses obligations de long terme (note 27.4.3.2).

En application de l'accord du 19 décembre 2008 fixant les principes régissant les contrats Aval du Cycle sur la période postérieure à 2007, EDF et AREVA ont signé le 12 juillet 2010 deux contrats : « l'Accord Traitement - Recyclage EDF-AREVA NC » et le « Protocole transactionnel relatif à la reprise et au conditionnement des déchets d'EDF, aux opérations de mise à l'arrêt définitif et démantèlement de l'usine AREVA NC de La Hague et aux opérations sur Saint Laurent A ». L'Accord Traitement-Recyclage précise les conditions contractuelles sur la période 2008-2012 et fixe les principes de régulation des prix et des investissements pour les périodes ultérieures.

Les effets de ces accords ont été enregistrés à fin juin 2010. Déjà anticipés sur la base des accords précédents, ils n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Par ailleurs, les hypothèses et modes d'évaluation des provisions pour aval du cycle nucléaire, des provisions pour déconstruction et pour derniers cœurs constituées par EDF sont identiques à celles utilisées au 31 décembre 2009.

GROUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

27.4.1 Provisions pour aval du cycle nucléaire d'EDF en France

Au 30 juin 2010, les variations de ces provisions se répartissent comme suit :

	31.12.2009	Augmentations	Diminutions		Autres variations	30.06.2010
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet		
(en millions d'euros)						
Provisions pour gestion du combustible usé	8 686	407	(412)	(9)	(52)	8 620
Provisions pour gestion à long terme des déchets radioactifs	6 344	165	(145)	(14)	(1)	6 349
Provisions pour aval du cycle nucléaire d'EDF en France	15 030	572	(557)	(23)	(53)	14 969

Les charges correspondantes sont évaluées aux conditions économiques de fin juin 2010 et réparties selon un échéancier prévisionnel de décaissements et provisionnées en valeur actualisée (avec un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation de 5 %) :

	30.06.2010		31.12.2009	
	Montants des charges aux conditions économiques de fin de période	Montants provisionnés en valeur actualisée	Montants des charges aux conditions économiques de fin d'année	Montants provisionnés en valeur actualisée
(en millions d'euros)				
pour gestion du combustible usé	13 979	8 620	13 969	8 686
pour gestion à long terme des déchets radioactifs	22 486	6 349	22 321	6 344
Pour aval du cycle nucléaire	36 465	14 969	36 290	15 030

27.4.2 Provisions pour déconstruction et derniers cœurs d'EDF en France

Les provisions pour déconstruction et derniers cœurs d'EDF en France se répartissent comme suit :

	31.12.2009	Augmentations	Diminutions		Autres variations	30.06.2010
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet		
(en millions d'euros)						
Provisions pour déconstruction des centrales thermiques	425	81	(31)	-	-	475
Provisions pour déconstruction des centrales nucléaires	10 708	267	(94)	-	-	10 881
Provisions pour derniers cœurs	1 825	47	-	-	-	1 872
Provisions pour déconstruction et derniers cœurs d'EDF en France	12 958	395	(125)	-	-	13 228

Les charges correspondantes sont évaluées aux conditions économiques de fin juin 2010 et réparties selon un échéancier prévisionnel de décaissements et provisionnées en valeur actualisée avec un taux d'inflation de 2% et un taux d'actualisation de 5% :

	30.06.2010		31.12.2009	
	Montants des charges aux conditions économiques de fin de période	Montants provisionnés en valeur actualisée	Montants des charges aux conditions économiques de fin d'année	Montants provisionnés en valeur actualisée
(en millions d'euros)				
Pour déconstruction des centrales thermiques	645	475	594	425
Pour déconstruction des centrales nucléaires	20 806	10 881	20 696	10 708
Pour déconstruction et derniers cœurs	3 771	1 872	3 732	1 825
Pour déconstruction et derniers cœurs	25 222	13 228	25 022	12 958

27.4.3 Sécurisation du financement des obligations de long terme au titre des installations nucléaires d'EDF

27.4.3.1 Taux d'actualisation

Le taux d'actualisation et la méthode de calcul pour l'évaluation des provisions sont identiques à ceux utilisés au 31 décembre 2009. Les contraintes de plafond réglementaire et les facteurs de sensibilité des provisions aux hypothèses retenues restent également identiques.

27.4.3.2 Actifs dédiés

Pour sécuriser le financement des obligations de long terme, dans le cadre de l'ouverture progressive des marchés de l'électricité, EDF met en place progressivement un portefeuille d'actifs financiers réservés au financement des engagements nucléaires de long terme, et plus précisément à la déconstruction des centrales et à la gestion à long terme des déchets radioactifs (voir note 24.2.2.1).

27.5 Avantages du personnel

Au 30 juin 2010, les variations des provisions pour avantages du personnel se répartissent comme suit :

	31.12.2009	Augmentations	Diminutions		Effet périmètre	Autres	30.06.2010
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
(en millions d'euros)							
Provisions pour avantage du personnel postérieurs à l'emploi	13 118	1 169	(1 038)	-	1	54	13 304
Provisions pour autres avantages à long terme du personnel	1 131	72	(61)	-	-	3	1 145
Provisions pour avantages du personnel	14 249	1 241	(1 099)	-	1	57	14 449

La variation des provisions depuis le 31 décembre 2009 résulte essentiellement de l'évolution des droits acquis, de l'actualisation financière du passif, des versements effectués aux fonds externalisés et des prestations versées.

Le calcul de l'engagement au 1^{er} semestre 2010 est fait à partir d'une projection des engagements calculés au 31 décembre 2009 (voir note 1.3.1). A ce titre, la sensibilité sur les engagements calculée au 30 juin 2010 est identique à celle calculée au 31 décembre 2009 : une variation de 25 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de 3,4 % sur le montant total des engagements en France.

27.5.1 Provisions pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi

(en millions d' euros)	France	Royaume Uni	Allemagne	Italie	Autre international	Autres activités	Total
Provisions au 31.12.2009	10 721	119	1 924	54	189	111	13 118
Utilisation	(436)	(166)	(50)	-	(16)	(7)	(675)
Modification de périmètre	-	-	1	-	-	-	1
Dotations nettes	560	164	62	2	12	6	806
Ecart de conversion	-	12	-	-	17	2	31
Autres	(1)	28	1	(5)	-	-	23
Provisions au 30.06.2010	10 844	157	1 938	51	202	112	13 304

27.5.2 Provisions pour autres avantages à long terme du personnel

(en millions d' euros)	France	Royaume Uni	Allemagne	Italie	Autre international	Autres activités	Total
Provisions au 31.12.2009	1 052	-	15	-	41	23	1 131
Utilisation	(59)	-	-	-	(1)	(1)	(61)
Modification de périmètre	-	-	-	-	-	-	-
Dotations nettes	70	-	-	-	1	1	72
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	3	-	3
Provisions au 30.06.2010	1 063	-	15	-	44	23	1 145

27.6 Autres provisions et passifs éventuels

27.6.1 Autres provisions

Au 30 juin 2010, les variations des autres provisions se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	31.12.2009	Augmentations	Diminutions		Variations de périmètre	Autres variations	30.06.2010
			Provisions utilisées	Provisions excédentaires ou devenues sans objet			
Provisions pour risques liés aux participations	182	1 060	-	-	-	-	1 242
Provisions pour risques fiscaux	355	24	(2)	-	3	14	394
Provisions pour litiges	529	30	(35)	(29)	-	19	514
Provisions pour contrats onéreux	1 029	84	(325)	(10)	-	60	838
Autres	2 722	873	(720)	(139)	2	(37)	2 701
Autres provisions	4 817	2 071	(1 082)	(178)	5	56	5 689

Les autres provisions sont essentiellement constituées par :

- une provision de 1 060 millions d'euros liée aux activités du Groupe aux Etats-Unis (voir note 4.1) ;
- une provision de 496 millions d'euros constituée au titre du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché (TaRTAM), dont 280 millions d'euros au titre de la prolongation jusqu'au 31 décembre 2010 en application de la Loi du 7 juin 2010 ;
- une provision de 403 millions d'euros relative à la contribution de maintien de droits, pour la part non régulée liée aux conventions signées avec les régimes de retraites complémentaires ;
- les provisions pour quotas d'émission de gaz à effet de serre et certificats d'énergie renouvelable à hauteur de 647 millions d'euros ;

Par ailleurs, les provisions pour contrats onéreux intègrent l'évaluation en juste valeur des contrats de vente British Energy pour 655 millions d'euros au 30 juin 2010 (838 millions d'euros au 31 décembre 2009).

27.6.2 Passifs éventuels

- Contrôle fiscal France

Au cours des années 2008 et 2009, EDF SA a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2004, 2005 et 2006. En fin d'année 2009, une proposition de rectification a été adressée à EDF SA sur la période vérifiée ; EDF conteste la majeure partie de la proposition de rectification notifiée.

Note 28 - Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France sur biens existants et sur biens à renouveler

La variation des passifs spécifiques des concessions sur biens existants et sur biens à renouveler s'analyse comme suit au 30 juin 2010 :

(en millions d'euros)	31.12.2009	Variations de la période	30.06.2010
Contre-valeur des biens	37 770	489	38 259
Financement concessionnaire non amorti	(18 103)	(314)	(18 417)
Droits sur biens existants - valeurs nettes	19 667	175	19 842
Amortissement financement du concédant	8 887	278	9 165
Provisions pour renouvellement	11 323	217	11 540
Droits sur biens à renouveler	20 210	495	20 705
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France sur biens existants et à renouveler	39 877	670	40 547

Les passifs spécifiques des concessions sont évalués suivant des méthodes identiques à celles exposées dans l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2009, en particulier dans la note 3.24 qui décrit notamment l'impact d'une méthode alternative de calcul. Celle-ci conduirait à déterminer le montant des engagements contractuels à partir de la valeur actuelle du montant à décaisser pour faire face au renouvellement des biens concédés à l'issue de leur durée de vie.

Note 29 - Passifs financiers courants et non courants

29.1 Répartition courant / non courant des passifs financiers

Les passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30.06.2010			31.12.2009		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts et dettes financières	50 298	7 359	57 657	43 941	9 927	53 868
Juste valeur négative des dérivés de transaction	-	3 296	3 296	-	3 610	3 610
Juste valeur négative des dérivés de couverture	726	1 799	2 525	814	3 023	3 837
Passifs financiers	51 024	12 454	63 478	44 755	16 560	61 315

L'échéance des lignes de crédit d'EDF Energies Nouvelles est désormais définie selon la date d'échéance du contrat et non plus selon la date du tirage en cours. Retraitées de ce changement de présentation, les parts courante et non courante des emprunts et dettes financières au 31 décembre 2009 auraient été respectivement de 9 322 millions d'euros et 44 546 millions d'euros (effet de reclassement de 605 millions d'euros).

L'évolution de la juste valeur des dérivés de transaction est similaire à celle constatée à l'actif (voir note 24.2.1).

29.2 Emprunts et dettes financières

29.2.1 Variations des emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Emprunts liés aux biens reçus en location financement	Intérêts courus	Total
Soldes au 31.12.2009	40 072	6 450	5 892	246	1 208	53 868
Augmentations	4 328	969	259	-	63	5 619
Diminutions	(60)	(1 345)	(3 028)	(5)	(61)	(4 499)
Mouvements de périmètre	(11)	31	(2)	-	1	19
Ecarts de conversion	1 249	139	279	-	(36)	1 631
Autres	823	(217)	364	68	(19)	1 019
Soldes au 30.06.2010	46 401	6 027	3 764	309	1 156	57 657

Plusieurs émissions importantes ont été réalisées dans le courant du 1^{er} semestre 2010.

EDF a procédé le 26 janvier 2010 à l'émission de deux emprunts obligataires sur le marché américain sous la forme d'un placement privé réservé auprès d'investisseurs institutionnels (émission dans le cadre de la règle 144A de l'US Securities and Exchange Commission) qui comporte deux tranches :

- la première est d'une maturité de 10 ans, pour un montant de 1,4 milliard de dollars avec un coupon annuel de 4,60%,
- la seconde est d'une maturité de 30 ans, pour un montant de 850 millions de dollars avec un coupon annuel de 5,60%.

Le 29 mars 2010, EDF a procédé à une émission d'obligations sur le marché suisse pour un montant de 400 millions de francs suisses, de maturité septembre 2017, avec un coupon annuel de 2,25%.

Le 27 avril 2010, EDF a procédé à une émission d'obligations sur le marché Euronext Paris pour un montant de 1,5 milliard d'euros, de maturité avril 2030, avec un coupon annuel de 4,625%.

Le 10 mars 2010, Edison a émis dans le cadre de son programme EMTN un emprunt de 500 millions d'euros (245 millions d'euros en quote-part EDF), d'une maturité de 5 ans avec un coupon annuel de 3,25%.

Le 28 juin 2010, RTE a émis un emprunt obligataire de 750 millions d'euros, d'une maturité de 12 ans, avec un coupon annuel de 3,875%.

Les emprunts et dettes financières des principales entités du Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
EDF SA et autres filiales liées ⁽¹⁾	32 744	30 756
EDF Energy ⁽²⁾	13 062	11 943
EnBW	3 529	3 416
EDF Energies Nouvelles	3 674	3 295
Edison ⁽³⁾	2 272	2 302
Autres entités	2 376	2 156
Total emprunts et dettes financières	57 657	53 868

(1) ERDF, RTE, PEI, EDF International, EDF Investissement Groupe

(2) Y compris les holdings

(3) Edison hors TDE

29.2.2 Echancier des emprunts et dettes financières

(en millions d'euros)	Emprunts obligataires	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres dettes financières	Emprunts liés aux biens reçus en location financement	Intérêts courus	Total
A moins d'un an	2 589	1 003	2 572	47	1 148	7 359
Entre un et cinq ans	15 757	2 854	919	159	8	19 697
A plus de cinq ans	28 055	2 170	273	103	-	30 601
Emprunts et dettes financières au 30.06.2010	46 401	6 027	3 764	309	1 156	57 657

29.2.3 Lignes de crédit

Le Groupe dispose de lignes de crédit auprès de différentes banques pour un montant global de 13 553 millions d'euros au 30 juin 2010 (10 039 millions d'euros au 31 décembre 2009) :

(en millions d'euros)	30.06.2010			31.12.2009	
	Total	Échéances		Total	
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	
Lignes de crédit confirmées	13 553	1 876	11 476	201	10 039

29.3 Endettement financier net

L'endettement financier net correspond aux emprunts et dettes financières diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des actifs liquides. Les actifs liquides sont des actifs financiers composés de fonds ou de titres de maturité initiale supérieure à trois mois, facilement convertibles en trésorerie quelle que soit leur maturité, et gérés dans le cadre d'un objectif de liquidité.

(en millions d'euros)	Notes	30.06.2010	31.12.2009
Emprunts et dettes financières	29.2	57 657	53 868
Dérivés de couvertures des dettes		(322)	373
Trésorerie et équivalents de trésorerie		(6 375)	(6 982)
Actifs liquides ⁽¹⁾	24.2	(6 859)	(4 735)
Dette financière nette des sociétés figurant dans les passifs non courants détenus en vue de la vente		(1)	(28)
Endettement financier net		44 100	42 496

(1) Dont actifs financiers disponibles à la vente pour 6 657 millions d'euros et actifs financiers à la juste valeur pour 202 millions d'euros au 30 juin 2010 (respectivement 4 538 millions d'euros et 197 millions d'euros au 31 décembre 2009).

29.4 Evolution de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	S1 2010	S1 2009
Excédent brut d'exploitation	10 373	9 936
Neutralisation des éléments non monétaires inclus dans l'excédent brut d'exploitation	(1 145)	(2 219)
Frais financiers nets décaissés	(1 129)	(813)
Impôt sur le résultat payé	(1 177)	(85)
Autres éléments	94	146
Cash flow opérationnel	7 016	6 965
Variation du besoin en fonds de roulement net	783	232
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(5 903)	(5 481)
Free cash flow	1 896	1 716
Actifs dédiés	(881)	-
Investissements financiers nets	(22)	(12 293)
Dividendes versés	(1 205)	(1 225)
Autres variations	195	33
(Augmentation) / diminution de l'endettement financier net, hors effets de périmètre et de change	(17)	(11 769)
Effet de la variation du périmètre	(34)	710
Effet de la variation de change	(1 359)	(1 283)
Autres variations non monétaires	(194)	27
(Augmentation) / diminution de l'endettement financier net	(1 604)	(12 315)
Endettement financier net ouverture	42 496	24 476
Endettement financier net clôture	44 100	36 791

29.5 Garanties sur emprunts

Les éléments constitutifs des garanties sur emprunts du Groupe au 30 juin 2010 sont les suivants :

(en millions d'euros)	30.06.2010				31.12.2009
	Total	Échéances			Total
		< 1 an	1 - 5 ans	> 5 ans	
Sûretés réelles d'actifs	3 205	207	1 411	1 587	2 767
Garanties sur emprunts	333	53	19	261	323
Autres engagements liés au financement	180	107	39	34	241
Engagements donnés liés au financement	3 718	367	1 469	1 882	3 331
Engagements reçus liés au financement ⁽¹⁾	160	123	30	7	184

(1) Hors lignes de crédit (voir note 29.2.3)

Note 30 - Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture enregistrées en capitaux propres part du groupe s'analysent comme suit :

- au 30 juin 2010 :

	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres	Variations nettes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Inefficacité	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur transférées en résultat	Variations nettes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾
(en millions d'euros)							
Dérivés de :							
- couverture de taux	(75)	23	(52)	(3)	-	-	-
- couverture de change	1 288	(444)	844	-	700	(241)	459
- couverture d'investissement net à l'étranger	(1 840)	303	(1 537)	-	-	-	-
- couverture de matières premières	179	(44)	135	1	(718)	228	(490)
Dérivés de couverture	(448)	(162)	(610)	(2)	(18)	(13)	(31)

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

Les variations brutes de juste valeur sur couverture de matières premières reconnues en capitaux propres concernent principalement EDF Energy pour 192 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

- au 30 juin 2009 :

	Variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur reconnues en capitaux propres	Variations nettes de juste valeur reconnues en capitaux propres ⁽¹⁾	Inefficacité	Variations brutes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾	Impôts liés aux variations brutes de juste valeur transférées en résultat	Variations nettes de juste valeur transférées en résultat ⁽²⁾
(en millions d'euros)							
Dérivés de :							
- couverture de taux	1	3	4	1	-	-	-
- couverture de change	(579)	193	(386)	(1)	(221)	77	(144)
- couverture d'investissement net à l'étranger	(706)	243	(463)	-	-	-	-
- couverture de matières premières	(476)	177	(299)	2	(648)	234	(414)
Dérivés de couverture	(1 760)	616	(1 144)	2	(869)	311	(558)

(1) + / () : augmentation / (diminution) des capitaux propres part du groupe.

(2) + / () : augmentation / (diminution) du résultat

Les variations brutes de juste valeur sur couverture de matières premières reconnues en capitaux propres concernent principalement EDF et EDF Energy pour (616) millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

GROUPE EDF - COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

Les couvertures de flux de trésorerie liées aux matières premières s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Unités de mesure	30.06.2010				30.06.2010	31.12.2009	31.12.2009
		Notionnels nets				Juste valeur	Notionnels nets	Juste valeur
		< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total	Total		
Forwards/futures		17	7	-	24	(36)	58	(585)
Electricité	TWh	17	7	-	24	(36)	58	(585)
Swaps		12	-	-	12	1	17	-
Forwards/futures		345	505	-	850	(52)	1 166	(236)
Gaz	Millions de therms	357	505	-	862	(51)	1 183	(236)
Swaps		10 727	14 944	-	25 671	87	26 643	93
Forwards/futures		267	-	-	267	-	-	-
Produits pétroliers	Milliers de barils	10 994	14 944	-	25 938	87	26 643	93
Swaps		12	9	-	21	(139)	19	(333)
Forwards/futures		1	-	-	1	2	-	1
Charbon	Millions de tonnes	13	9	-	22	(137)	19	(332)
Forwards/futures		13 802	3 411	-	17 213	(61)	12 985	(145)
CO2	Milliers de tonnes	13 802	3 411	-	17 213	(61)	12 985	(145)
Autres matières premières						(3)		-
Contrats de matières premières qualifiés						(201)		(1 205)

Note 31 - Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les contrats dérivés de matières premières non qualifiés de couverture se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	Unités de mesure	30.06.2010	30.06.2010	31.12.2009	31.12.2009
		Notionnels nets	Juste valeur	Notionnels nets	Juste valeur
Swaps		(2)	24	(2)	651
Options		12	100	18	159
Forwards/futures		(5)	(146)	(27)	(539)
Electricité	TWh	5	(22)	(11)	271
Swaps		53	500	17	(33)
Options		95 374	52	89 172	24
Forwards/futures		485	68	837	113
Gaz	Millions de therms	95 912	620	90 026	104
Swaps		(6 292)	17	(8 653)	52
Options		(2 386)	-	(3 156)	1
Forwards/futures		547	(7)	1 585	(21)
Produits pétroliers	Milliers de barils	(8 131)	10	(10 224)	32
Swaps		(59)	(398)	(53)	(75)
Forwards/futures		111	759	104	328
Frêt		19	(5)	19	(8)
Charbon et frêt	Millions de tonnes	71	356	70	245
Swaps		(272)	(7)	(303)	(14)
Options		(250)	-	-	-
Forwards/futures		(8 894)	102	13 069	531
CO2	Milliers de tonnes	(9 416)	95	12 766	517
Swaps			(3)		(91)
Autres matières premières			(3)		(91)
Dérivés incorporés de matières			2		5
Contrats de matières premières non qualifiés de couverture			1 058		1 083

Ils incluent principalement les contrats qui figurent dans le portefeuille d'EDF Trading.

Note 32 - Autres créditeurs

Les éléments constitutifs des autres créditeurs se répartissent comme suit :

(en millions d'euros)	30.06.2010	31.12.2009
Avances et acomptes reçus	5 715	5 277
Dettes sur immobilisations	1 623	2 216
Dettes fiscales et sociales	7 380	6 884
Produits constatés d'avance	6 461	4 496
Autres dettes	4 429	5 334
Autres créditeurs	25 608	24 207
dont :		
non courant	5 319	3 360
courant	20 289	20 847

Au 30 juin 2010, les produits constatés d'avance comprennent chez EDF, les avances partenaires versées dans le cadre du financement des centrales nucléaires pour 2 461 millions d'euros (2 444 millions au 31 décembre 2009). Ils intègrent également au 1^{er} semestre 2010, l'avance de 1,7 milliard d'euros versée au groupe EDF

dans le cadre du contrat avec le consortium Exeltium.

La rubrique « Autres dettes » intègre les dettes relatives aux engagements donnés de rachat d'intérêts minoritaires pour 123 millions d'euros (1 018 millions d'euros au 31 décembre 2009). La baisse observée s'explique à hauteur de 807 millions d'euros par l'extinction du passif relatif à l'option de vente consentie aux actionnaires minoritaires de SPE, suite :

- d'une part, à l'exercice de cette option par certains d'entre eux ;
- d'autre part, aux conditions de liquidités du nouveau pacte d'actionnaires conclu le 16 avril 2010 avec minoritaires ayant souhaité rester au capital de SPE.

Note 33 - Contribution des co-entreprises

La part des co-entreprises figurant au bilan et compte de résultat consolidés s'analyse comme suit au 30 juin 2010 :

(en millions d'euros)	Pourcentage d'intégration	Actif courant	Actif non courant	Passif courant	Passif non courant	Chiffre d'affaires	Excédent brut d'exploitation
EnBW	46,07%	4 266	12 945	3 197	9 041	4 111	816
Edison	48,96%	1 627	6 871	1 654	2 410	2 513	305
CENG	49,99%	451	5 619	663	1 218	287	85
Autres		2 465	6 548	1 966	1 373	1 479	291
Total		8 809	31 983	7 480	14 042	8 390	1 497

La rubrique « Autres » comprend essentiellement le sous-groupe Dalkia et EDF Investissement Groupe.

Note 34 - Parties liées

La nature des opérations avec les parties liées n'a pas connu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2009. En particulier, le Groupe continue à entretenir des relations significatives avec les entreprises du secteur public, notamment auprès du groupe AREVA pour la fourniture, le transport et le retraitement du combustible nucléaire et la maintenance des centrales nucléaires. Le groupe AREVA intervient également en tant que fournisseur dans la réalisation du projet EPR (European Pressurized Reactor) et contribue ainsi à la formation d'engagements sur commandes d'immobilisations.

Note 35 - Evénements postérieurs à la clôture

Activité de réseau du groupe EDF au Royaume-Uni

Le groupe EDF a reçu fin juillet 2010 une offre irrévocable de la part d'un consortium composé de Cheung Kong Infrastructure Holdings Ltd (CKI), Hongkong Electric Holdings Ltd (HEH) et de la Li Ka-Shing Foundation (Cheung Kong Group) pour acquérir 100% de la participation de EDF Energy dans ses activités de réseaux régulés et non régulés au Royaume-Uni pour un montant total de 5,8 milliards de livres sterling (6,9 milliards d'euros ⁽¹⁾) incluant la dette.

Sur cette base, le groupe EDF a accordé au groupe Cheung Kong une période d'exclusivité. Après consultation de son Comité d'Entreprise Européen début septembre, le groupe EDF soumettra l'offre irrévocable à son Conseil d'Administration pour décision, la finalisation de cette transaction éventuelle restant soumise aux approbations des autorités compétentes et des actionnaires de CKI et de HEH.

L'activité de réseau régulé dessert Londres, le Sud-Est et l'Est de l'Angleterre soit environ un quart de la population du Royaume-Uni.

L'activité de réseau non régulé concerne le développement, la mise en service et l'exploitation de réseaux électriques de haute tension pour des propriétaires de grandes infrastructures.

⁽¹⁾ Sur la base d'un taux de change de 1,1926 € / £